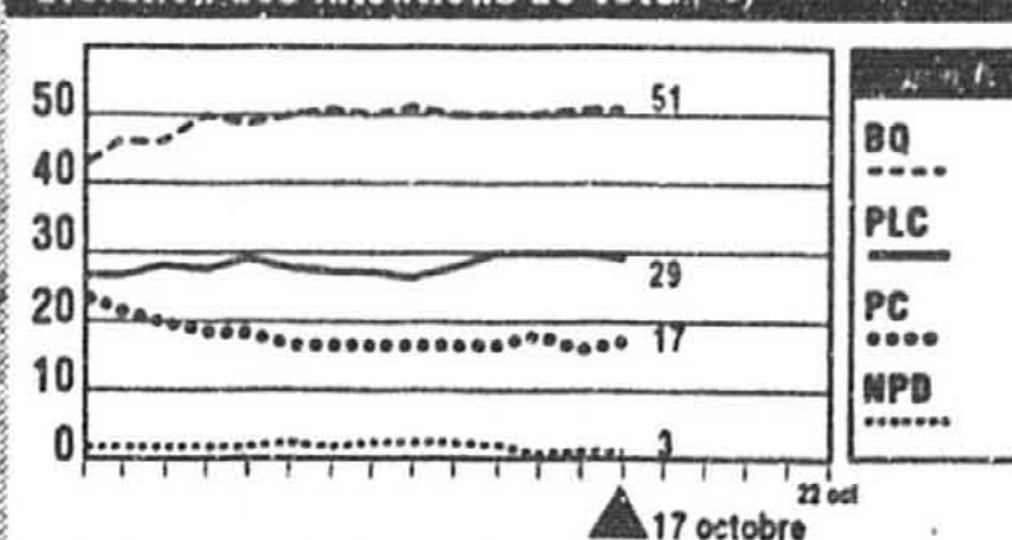


17 octobre
1 022 répondants

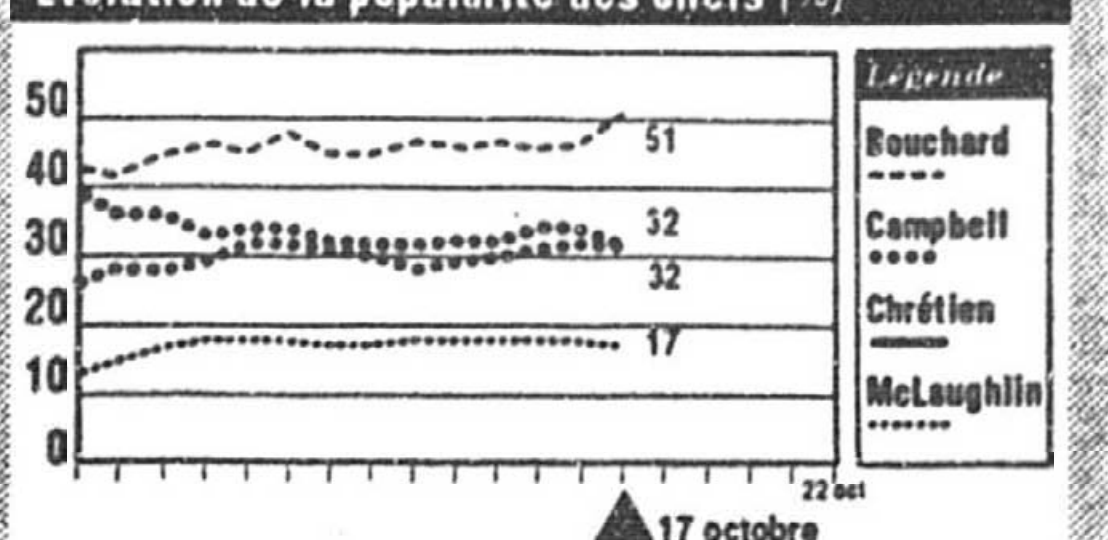
Intentions de vote au Québec (%)

	13oct	14oct	15oct	16 oct	17 oct
Bloc québécois	50	50	50	51	51
Parti libéral	28	30	30	30	29
Parti conservateur	17	17	18	16	17
NPD et autres	5	3	2	3	3
Indécis	25	27	24	26	28
Ne votent pas et discrets	11	9	10	11	9

Évolution des intentions de vote (%)



Évolution de la popularité des chefs (%)



Infographie La Presse

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, MARDI 19 OCTOBRE 1993

André
PlatteAprès Lucien,
le désert?

«Après Lucien Bouchard, c'est le désert, y'en a pas d'équipe du Bloc québécois!» lance Jean Charest dans ses discours à travers la province. Plusieurs commentateurs ont exprimé le même avis. À les entendre, la vague bloquiste va envoyer à Ottawa une meute d'individus sans aucune envergure ni expérience pertinente. Bref, une bande de tartes!

C'est plus fort que moi, dès qu'une idée devient une idée reçue, je la rejette. Non, les candidats du Bloc ne sont pas tous des tartes. On peut même affirmer sans crainte de se tromper qu'ils ne sont pas plus tartes que l'étaient les 58 conservateurs québécois élus en 1984. Qui était M. Charest en 1984? Un jeune avocat de Sherbrooke avec à peine trois ans de pratique dans le corps. Qui était Benoît Bouchard en 1984? Un simple directeur de cégep. Qui étaient Carole Jacques, Ricardo Lopez, Pierre Blais, Lise Bourgault?

En fait, il y avait si peu de personnalités de calibre dans l'équipe conservatrice du Québec que Brian Mulroney eut toutes les misères du monde à en dénicher qui soient ministrables. Une fois casés Roch La Salle, Marcel Masse et Robert de Cotret, le nouveau premier ministre ne put que confier des ministères juniors aux Québécois qui lui paraissaient les plus prometteurs, tous aussi inconnus que les actuels candidats du Bloc: André Bissonnette, Suzanne Blais Grenier, Michel Côté, Monique Vézina.

Comme les conservateurs de 1984, les bloquistes de 1993 sont des professionnels, des enseignants, des administrateurs, des syndicalistes. Des gens au c.v. plutôt bref, armés d'une expérience politique très limitée. De ce groupe comme de la cuvée 84, certains se révéleront d'excellents députés, tandis que d'autres demeureront aussi obscurs que... bon, j'aime autant ne pas nommer quelqu'un.

Deux candidats prometteurs

Parmi les candidats du Bloc qui ont de bonnes chances de jouer un rôle de premier plan s'ils sont élus, il y a Yvan Loubier, dans St-Hyacinthe-Bagot. Économiste âgé de 34 ans, Loubier s'est d'abord fait remarquer comme responsable de la recherche à l'Union des producteurs agricoles.

Lorsque le président de l'UPA Jacques Proulx est devenu membre de la commission Bélanger-Campeau, Loubier l'a suivi. «C'est là, raconte-t-il sans modestie, que Lucien Bouchard a pu apprécier mon travail et ma détermination.» Yvan Loubier est aujourd'hui un des principaux conseillers économiques du chef bloquiste.

Le candidat a beau être relativement jeune, on voit qu'il connaît ses dossiers. Il est sérieux, batailleur et s'exprime bien. À la Chambre des communes, il devrait vite devenir une des bêtes noires du nouveau gouvernement.

Le Bloc présente aussi un candidat de qualité dans Outremont. M. Jean-Louis Hérivault, lui aussi économiste, a été directeur des services pédagogiques du Collège Vanier, président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, et directeur général de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires. M. Hérivault a plus l'allure d'un fonctionnaire que d'un politicien; de ce point de vue, il a peu en commun avec son jeune collègue. Mais au niveau des idées, la ressemblance entre les deux hommes est frappante. Chacun tient un langage modéré, tolérant, et réaliste.

Ainsi, quand on leur parle des avantages de la souveraineté, ni l'un ni l'autre n'évoque le paradis. «Souveraineté ou pas, la vie économique et sociale va être dure au cours des prochaines années, admet M. Loubier. Mais, au moins, nous pourrions arrêter l'hémorragie de la dette fédérale et mettre en place une véritable politique d'intégration des travailleurs sur le marché du travail.» «Chose certaine, estime pour sa part M. Hérivault, la vie ne sera pas pire qu'aujourd'hui. Et dans la mesure où on n'aura plus qu'un centre de décision, elle sera meilleure.»

MM. Hérivault et Loubier estiment aussi tous deux que les députés bloquistes auront avantage à agir de manière constructive à Ottawa. «Les fédéralistes déçus qui auront voté pour nous vont nous juger ensuite sur notre attitude responsable au Parlement, sur les résultats», affirme le candidat du Bloc dans Outremont.

Tout ça pour dire qu'ici comme en tout, il faut éviter les généralisations abusives. Derrière Lucien Bouchard, ce n'est certes pas l'équipe du tonnerre de Jean Lesage. Mais ce n'est pas non plus le néant décrit par M. Charest. D'ailleurs, le vice-premier ministre sait très bien que ces jour-ci, il préche... dans le désert.

Le numéro un du PC au Québec concède la victoire

Pierre-Claude Nolin prédit un gouvernement minoritaire libéral et une forte délégation du Bloc

MARIE-CLAUDE LORTIE
TORONTO

La campagne Campbell a encaissé une autre claque en plein visage hier quand le principal organisateur conservateur du Québec, le sénateur Pierre-Claude Nolin, a concédé la victoire en prédisant l'avènement d'un gouvernement minoritaire libéral, accompagné d'une forte délégation du Bloc.

M. Nolin, qui était l'organisateur en chef de la campagne au leadership de Jean Charest, a déclaré hier matin à l'émission SRC Bonjour: «Je pense que les libéraux vont former un gouvernement minoritaire et que le Bloc québécois va envoyer un fort contingent à Ottawa.»

Mme Campbell a refusé de voir cela comme l'admission de la défaite conservatrice. Au contraire, a-t-elle dit, M. Nolin essaie de mettre les Québécois en garde contre ce qui s'en vient, pour les encourager à appuyer le PC.

«Je crois que ce qu'il veut dire aux Québécois, c'est que s'ils continuent à appuyer le Bloc québécois, ils vont avoir comme premier ministre la personne qu'ils ne veulent pas... Jean Chrétien. (...) Je crois qu'il dit que les Québécois devraient penser sérieusement à tout cela», a-t-elle dit à Newsworld.

L'ancien rival de Mme Campbell au leadership, Jean Charest, qui est allé retrouver Mme Campbell à la fin de la journée à Toronto pour une émission à Much Music et un rallye de jeunes, a quant à lui évité de commenter directe-



Pierre-Claude Nolin

ment le geste de M. Nolin, utilisant plutôt ses réponses aux journalistes pour confirmer son appui à Mme Campbell et pour parler de l'unité du parti.

M. Charest a déclaré que la campagne était loin d'être terminée et qu'il ne s'en faisait pas avec les commentaires de M. Nolin ou les événements du week-end. «Ça ne m'énerve pas, on est ici pour se battre, (...) dans les moins bons jours et dans les bons jours. (...) Nous sommes tous derrière notre chef, c'est pour cela que je suis ici», a-t-il déclaré.

Quand on lui a fait remarquer que tous les boulets qui ont été tirés depuis quelques jours viennent de ses anciens

supporters, celui-ci a répondu qu'il ne pensait pas que ces gens «font exprès», et il a continué en disant que ces incidents font partie des difficultés normales d'une campagne.

Reste que ça va mal pour les conservateurs au Québec et aussi dans le sud de l'Ontario où Mme Campbell fait campagne jusqu'à vendredi, histoire d'essayer de récupérer les appuis que le PC est en train de perdre au profit des réformistes.

Ces difficultés provoquent diverses réactions chez les députés conservateurs sortants, qui ne savent plus à quel saint se vouer pour conserver leur siège. Le ministre Doug Lewis a dit qu'il concentrerait tous ses efforts uniquement sur sa campagne locale et qu'il ne s'occuperait même plus de la campagne nationale. Un député a qualifié les bloquistes de «traîtres» et a promis de déposer un projet de loi privé pour les expulser de la Chambre. Un autre a parlé d'une alliance PC-Reform qui pourrait prendre le pouvoir même si les libéraux ont plus de députés. Tous ont cependant préféré ne pas parler de la controverse du week-end.

Avant de présenter Mme Campbell, qui était à Mississauga hier midi, le député de Mississauga West, Bob Horner, a déclaré que les bloquistes étaient des «traîtres» qu'on pourrait expulser de la Chambre pour les empêcher de «comploter la perte du Canada» aux frais des contribuables en siégeant aux Communes.

«Je crois vraiment que Lucien Bouchard et son groupe sont traîtres, a-t-il

dit. (...) Ils ne peuvent pas jurer allégeance à la Reine alors qu'en même temps ils essaient de détruire notre pays bien-aimé. Clairement, ils mentiraient sous serment. (...) Ces gens n'ont aucune affaire dans la Chambre des communes.»

Mme Campbell n'était pas sur scène quand il a fait ces déclarations, mais elle n'était pas loin, attendant d'entrer pour prononcer un discours où elle n'a fait aucune référence aux propos de M. Horner. Plus tard dans la journée, elle s'est contentée de déclarer: «Il a ses propres idées.»

M. Charest, lui, s'est plus clairement dissocié des propos de M. Horner, expliquant que même s'il n'aime pas plus l'idée de voir des bloquistes à Ottawa, cela faisait partie des libertés démocratiques garanties au Canada.

Un autre député, Don Blenkarn, de Mississauga South, a semblé quant à lui concéder la victoire aux libéraux quand il a soulevé une hypothèse pour le moins surprenante: un gouvernement d'alliance PC-Reform si les deux partis réussissent à avoir à eux deux plus de députés que les libéraux. L'hypothèse est légalement plausible.

Mme Campbell a rejeté ce scénario disant être là pour gagner un mandat et non rester au pouvoir grâce à une technicité légale.

Elle continue donc à faire campagne, affirmant que la partie n'est pas perdue. Hier, elle a même prononcé un discours pour présenter les priorités de son gouvernement si elle est élue.



Kim Campbell a encore de chauds partisans.

PHOTO PC

Les jours de Kim Campbell à la tête des conservateurs sont déjà comptés

De gré ou de force, elle devra abrégé son séjour, croit-on dans le parti

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

À moins d'une semaine d'un vote qui s'annonce désastreux pour eux, les conservateurs ont déjà trouvé l'enjeu de la manche qui se jouera dans leurs rangs à compter du 26 octobre: ce sera la tête de leur chef.

Dans la foulée des dissensions du week-end, le sujet du leadership de Mme Campbell est publiquement tabou pour les conservateurs. «Si on a des choses à régler, on va les régler après le vote», a dit à l'antenne de Radio-Canada hier leur organisateur en chef au Québec, Pierre-Claude Nolin, qui avait piloté la campagne de Jean Charest le printemps dernier.

Mais cela n'empêche pas l'avenir de Mme Campbell d'être l'objet de multiples supputations parmi les conservateurs. De ces calculs sommaires, il se dégage un consensus: son leadership ne sortira pas indemne de la débâcle actuelle. De gré ou de force, ont indiqué à La Presse hier tant des partisans de la première heure de Kim Campbell que des gens associés à ses anciens rivaux, la leader conservatrice devra sans doute abrégé son séjour à la tête du parti.

Même si la principale intéressée a déjà

dit qu'elle resterait à la barre quoi qu'il advienne le 25, plusieurs s'attendent à ce que Kim Campbell renonce presque sur-le-champ à continuer de mener les conservateurs. «Les rancœurs vont être telles qu'elle n'aura pas le choix», estime ainsi un familier du parti selon qui il ne faut pas exclure que Mme Campbell démissionne le soir même des élections.

Mais si elle devait décider de rester, Kim Campbell deviendrait clairement un chef en surris. Les statuts du Parti conservateur prévoient qu'un vote sur le leadership aura lieu dès le premier congrès suivant une défaite électorale. Or, comme l'a démontré la lettre choc publiée par le ministre Jean Corbeil en fin de semaine et les sorties de plusieurs candidats anglophones, il ne manquera pas de conservateurs pour blâmer leur nouveau chef pour l'ampleur de la défaite qui les guette. En plus, son équipe de conseillers est largement discréditée et la plupart des gros canons ministériels qui l'avaient appuyée sont voués à la défaite, lundi. «Elle est finie», résume brutalement un membre de l'entourage d'un des conservateurs québécois qui avait appuyé Kim Campbell dès les premières heures de sa course au leadership.

S'il se trouve des conservateurs pour penser que leur chef devrait rester en poste, ils s'accrochent presque à tout coup, pour défendre leur thèse, au scénario d'un gouvernement fragile, minoritaire, qui rendrait mal aisée une course au leadership.

Il y a également un groupe qui évite scrupuleusement ce genre de discussions. «Ce sont des questions auxquelles on n'aura jamais de réponses», répond diplomatiquement le vice-premier ministre à ceux qui avancent que le parti s'en serait mieux tiré s'il était chef. Cela dit, dans les rangs des anciens partisans de M. Charest, on blâme quand même privément Mme Campbell pour avoir elle-même ramené les rancœurs de la course au leadership lors d'une entrevue avec La Presse, la semaine dernière.

Quant à Kim Campbell elle-même, si elle est vraiment tentée de rester en poste, elle ne trouvera guère de précédents encourageants. Après avoir perdu le pouvoir, de nouveaux chefs comme Frank Miller en Ontario, Rita Johnston en Colombie-Britannique et récemment Don Cameron en Nouvelle-Écosse ont tous opté pour une sortie rapide de la scène politique de leur province.

Sur la scène fédérale, John Diefenbaker, Joe Clark et John Turner sont restés à la tête de leur parti respectif dans la foulée de défaites cuisantes. Mais, d'une façon ou d'une autre, ils ont tous été évincés de leur poste et aucun n'a jamais réussi à redevenir premier ministre.

Corbeil ne regrette rien

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Malgré sa sortie virulente en fin de semaine contre la première ministre Kim Campbell, le ministre des Transports Jean Corbeil ne regrette rien.

Interviewé hier par La Presse Canadienne, M. Corbeil a tenu à préciser qu'il se devait d'intervenir pour corriger le tir laissé par les propos de Mme Campbell publiés samedi dans La Presse.

«On ne peut pas, à mon avis, attendre une semaine de temps pour dire aux gens: "Vous rappelez-vous de ce qui était écrit la semaine passée? C'était insultant mais je ne suis pas intervenu parce que ce serait plus propice d'attendre après la campagne"», a-t-il souligné au cours d'un entretien téléphonique.

Selon M. Corbeil, il était primordial de rectifier les faits parce que les propos «attribués» à Mme Campbell discréditaient l'ex-premier ministre Brian Mulroney et son gouvernement.

«Quand j'ai lu ces propos-là dans La Presse samedi matin, je n'en croyais pas mes oreilles.»

Homme de parti dont la loyauté envers M. Mulroney est bien connue, M. Corbeil n'a pu digérer la parution de «deux articles virulents» dans La Presse «qui pointent du doigt» M. Charest et des gens du passé «qui ont bûché dur.»

«Je pense à M. Mulroney entre autres qui a défendu les Québécois le plus ardemment durant ses deux mandats et qui en porte toutes les cicatrices aujourd'hui. De minimiser ou de sembler minimiser l'apport de ce personnage à l'intérieur du Parti conservateur et sur la scène canadienne, m'apparaissait comme quelque chose qu'on ne pouvait pas laisser aller sans obtenir des clarifications», a-t-il poursuivi.

M. Corbeil était un farouche partisan du vice-premier ministre Jean Charest pendant la course à la tête du parti. Est-ce qu'il faut comprendre que les plaies entre le clan Campbell et le clan Charest ne sont pas complètement cicatrisées?

«Ça n'a rien à voir», a-t-il précisé. «Je suis un homme de parti. Je me suis rallié entièrement et non pas à peu près lorsque Mme Campbell a gagné. Mme Campbell fait un travail très bon dans des circonstances difficiles mais il y avait ces deux articles-là qui ne pouvaient pas rester là. Il fallait qu'il y ait un geste public qui amène une réponse publique», a-t-il avancé.

Mme Campbell avait dressé un bilan plutôt négatif du règne de neuf ans de Brian Mulroney, lui reprochant d'avoir «sapé la crédibilité du processus politique.» Au sujet de Jean Charest, elle avait souligné que ce dernier n'avait pas de plan étoffé de réduction du déficit pendant la course conservatrice.

M. Corbeil avait bondi. Dans une lettre rendue publique en fin de semaine, il avait accusé la première ministre de vouloir éclabousser des membres du parti pour justifier «le dérapage» de sa campagne. Hier, toutefois, M. Corbeil s'est dit prêt à tourner la page.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Alain Dubuc
éditorialiste en chef

Kim Campbell, ses gaffes, ses vautours...

« **A**ttention, une voiture vient de s'engager à contresens sur la Transcanadienne », avertit la radio. Un conducteur entend le message, regarde autour de lui et s'étonne: « Comment ça, une auto à contresens? Elles le sont toutes... » Après six semaines d'une campagne désastreuse, Kim Campbell ressemble de plus en plus à cet automobiliste convaincu d'être le seul à rouler dans la bonne direction. Ses erreurs s'accumulent, son parti risque d'être balayé de la carte, rien n'y fait: la candidate conservatrice y voit même la preuve de la justesse de sa stratégie!



Ce n'est pas la première fois qu'un parti favori au départ dégringole pendant les semaines précédant le vote. La débâcle des conservateurs n'en demeure pas moins phénoménale, ne serait-ce que par la manière dont Mme Campbell s'est entêtée à semer elle-même les pelures sur lesquelles elle s'empresse de glisser. Et par les règlements de comptes conservateurs, qui ont commencé à se jouer avant même la fin de la lutte électorale.

L'entrevue qu'elle accordait à *La Presse*, vendredi dernier, est un exemple patent de l'inconscience avec laquelle Mme Campbell prononce les pires énormités sans même se rendre compte de ce qu'elle dit. « Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? », lui avait-on demandé à plusieurs reprises. La question était sim-

ple et assez facile à repousser: Mme Campbell n'avait qu'à refuser d'analyser à l'avance les résultats de son échec. Au lieu de cela, elle s'est empressée dans des explications tordues, critiquant tout le monde, y compris ses coéquipiers, tout en faisant preuve d'une pathétique indulgence à l'endroit de sa propre personne.

Avec ces déclarations, Mme Campbell a bien sûr pris de gros risques: la loyauté est fragile dans un bateau qui coule. Mais elle ne méritait quand même pas l'humiliation publique que lui a assénée le ministre des Transports, Jean Corbeil. Toute cette crise constitue bien plus qu'un dérapage accidentel: elle en dit long sur la nature de Mme Campbell et sur celle de son parti.

Des commentateurs ont reproché à la première ministre de manquer de sens politique. Euphémisme. En fait, Mme Campbell, bien que dotée d'une évidente intelligence conceptuelle, manque totalement de cette intelligence humaine grâce à laquelle la plupart des gens savent, par exemple, qu'il ne faut pas critiquer publiquement nos alliés du moment. C'est le genre de détails, qui semblent lui échapper complètement: même après coup, elle ne paraît pas réaliser à quel point elle a pu se montrer méprisante.

La plupart des gaffes commises par Kim Campbell, depuis six semaines, tiennent à ce genre de propos à l'emporte-pièce, perdus au milieu d'une logorrhée à parenthèses multiples. Confrontée à ses affirmations, Mme Campbell a alterné entre l'ex-

cuse timide, genre « je n'ai pas vraiment voulu dire ce que j'ai dit », et la contre-attaque, style « les médias ne sont pas à la hauteur de ma nouvelle façon de faire de la politique ». Mais le coup du génie inconnu ne prend pas: Mme Campbell aurait beau défoncer tous les tests de QI, tout ce qu'elle a réussi à démontrer, jusqu'à maintenant, c'est qu'elle n'a pas l'étoffe d'un leader.

Le fait même qu'elle n'ait pas réussi à « calmer » Jean Corbeil et à l'empêcher de laver le linge sale des conservateurs sur la place publique montre son manque d'ascendant sur ses troupes. Mais cela démontre aussi que, devant la débâcle qui guette les conservateurs, le grenouillage de la prochaine bataille au leadership est déjà engagé.

Quoi qu'elle en dise, Mme Campbell a contribué à la débâcle conservatrice. D'accord, elle avait un gros mandat: diriger un parti qui, après neuf ans de pouvoir, a battu tous les records d'impopularité. Cependant, avec ce même bagage, un leader terne et raisonnablement médiocre aurait pu s'en tirer mieux que ne l'a fait Kim-la-violoncelliste-polyglotte, avec ses vantardises et ses fausses notes. Le gouffre entre ce que Mme Campbell a promis et ce qu'elle a livré est immense. Les conservateurs sont tombés dedans. Et, en regardant s'agiter les vautours prêts à dépecer leur leader à une semaine du scrutin, on se dit qu'ils n'en méritaient pas moins.

Agnès GRUDA

Les « quatre amis » et le dilemme d'Haïti

À minuit, les sanctions internationales contre Haïti sont de nouveau entrées en vigueur dans le but de permettre au président Jean-Bertrand Aristide de retourner à Port-au-Prince et de reprendre ses fonctions.



Dans tout ce fouillis, le général Cédras a manœuvré avec habileté. Chez lui, il a semé une terreur discrète parmi les partisans du président pour faire taire les 70% d'électeurs qui ont voté pour lui. À l'extérieur, il s'est donné une allure de modéré, qui veut bien écouter la voix de la raison. Il a ainsi endormi la méfiance des Haïtiens de l'émigration, dont beaucoup n'ont que peu de sympathie pour M. Aristide.

Mais, en reniant l'accord de juillet dans lequel il avait promis de laisser le pouvoir, au moment même où les berets bleus arriveraient à Port-au-Prince, le général Cédras a lancé un défi aux Nations unies. La communauté internationale est ainsi placée devant un dilemme, dont elle aurait pu se passer: prendre les armes pour restaurer Aristide au pouvoir ou accepter que l'armée haïtienne accapare tout le pouvoir en dépit des dernières élections.

Cette question s'adresse surtout aux « quatre amis d'Haïti », c'est-à-dire aux États-Unis, au Canada, à la France et au Venezuela, les champions de la cause d'Haïti et du président Aristide aux Nations unies. Il doivent juger s'il est possible d'intervenir militairement à Haïti pour y restaurer la démocratie sans détruire le pays?

La réponse n'est pas évidente. L'armée haïtienne n'a aucune expérience de combat contre d'autres forces armées; ce sont plutôt les civils qui ont toujours fait l'objet de ses attentions. Il n'est toutefois pas nécessaire de combattre pour faire échec à une mission militaire des Nations unies. Les Haïtiens tiennent l'intervention étrangère en horreur, même si leurs sympathies ne vont pas au général Cédras et à ses hommes. C'est ainsi que l'armée a facilement manipulé l'opinion publique pour faire rejeter les berets bleus américains et canadiens par la foule, sans elle-même entrer dans la mêlée.

Même si l'intervention étrangère était calculée pour neutraliser l'armée avec un minimum de victimes parmi les civils, le résultat politique risquerait d'être décevant. Un président Aristide, qui arrive dans les fourgons des marines américains, n'aurait ni le prestige ni le pouvoir d'un président Aristide élu au suffrage universel. Les partisans du président ne doivent pas souhaiter une solution aussi radicale, qui leur ferait ainsi perdre beaucoup de popularité parmi les électeurs.

S'il y a une forte réticence chez les Haïtiens à l'égard d'une intervention étrangère, il y a encore moins d'enthousiasme aux États-Unis et au Canada. Aucun militaire ne peut souhaiter une campagne, qui n'aurait rien de la simplicité classique de l'attaque contre l'Irak et qui finirait au milieu des sables mouvants de la politique de Port-au-Prince. Malgré de vastes différences entre Haïti et la Somalie, l'analogie est assez forte pour faire trembler, surtout aux États-Unis. La minorité républicaine au Sénat veut faire voter une loi interdisant au président d'envoyer des troupes à Haïti. Même si ce projet échoue, c'est un avertissement de taille au président Bill Clinton, dont la conduite des affaires internationales est vivement critiquée.

La nature du dilemme montre bien la gravité de la crise. En effet, la décision finale au sujet d'une intervention sera vraisemblablement prise par des étrangers. Malgré toute leur bonne volonté, ceux-ci songeront avant tout à leurs propres intérêts, surtout s'il s'agit d'envoyer des troupes au combat.

Cette déchéance du pouvoir politique haïtien, à l'exception de la poigne du général Cédras, est en partie due à l'étrange comportement des Haïtiens émigrés aux États-Unis, au Canada et en France. Ceux-ci ont fui le climat politique et économique étouffant de leur patrie, à laquelle ils restent très attachés, mais ils sont également attachés aux valeurs démocratiques. Dans la crise actuelle, ils n'ont toutefois pas su faire la part des choses entre leurs valeurs démocratiques et leurs penchants politiques.

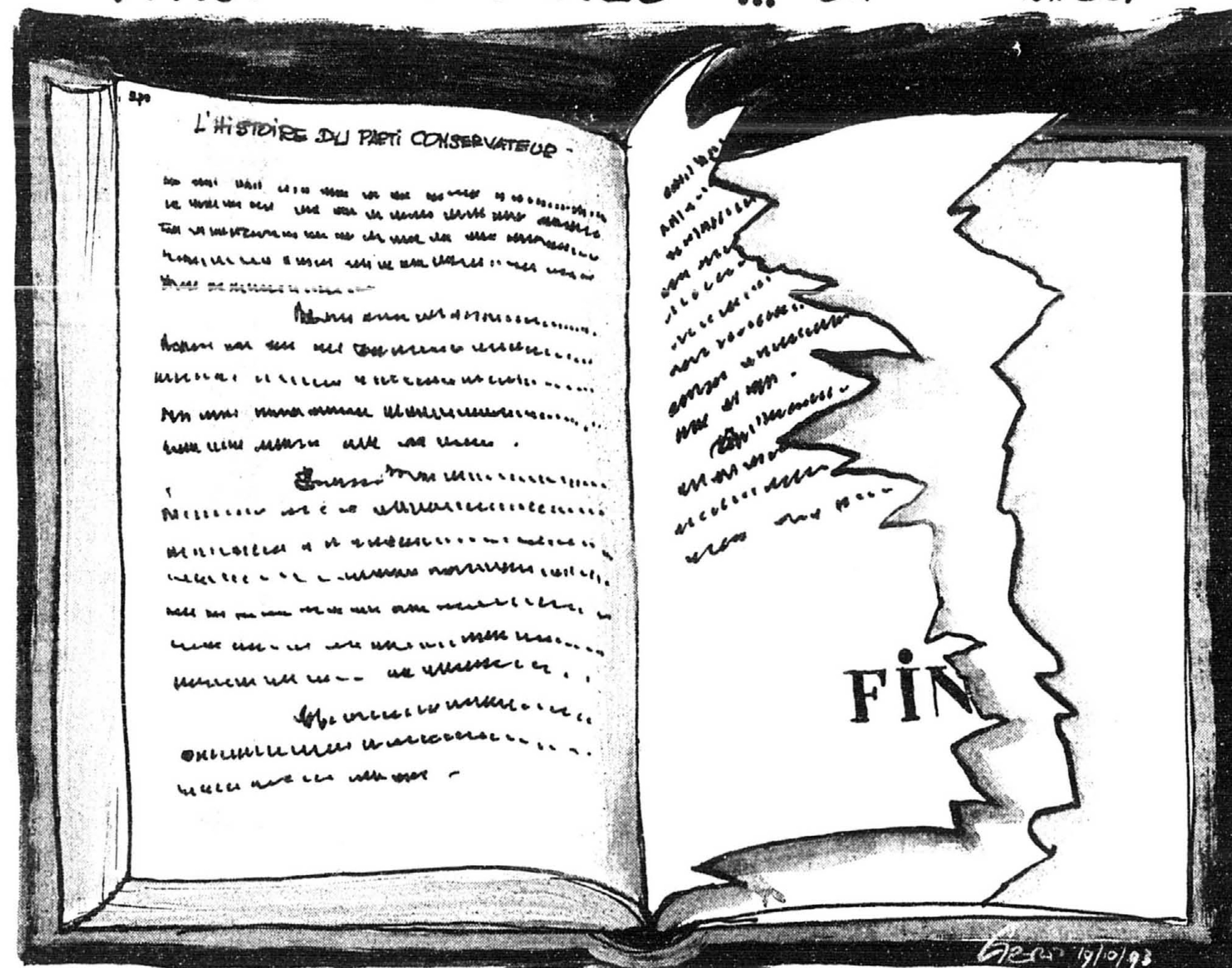
Beaucoup d'émigrés éminents sont opposés aux idées du président Aristide, qu'ils estimaient trop radicales. Lorsque M. Aristide a été renversé et parti en exil, ils ont manqué l'occasion de faire la différence entre le geste qui a bafoué le système démocratique et celui qui leur a enlevé une épave du pied.

Si les Haïtiens de l'émigration avaient fait bloc avec le président, en dépit de ses idées, le seul enjeu aurait été le rétablissement de la démocratie. Les « quatre amis » auraient pu inciter les Nations unies à se montrer fermes dans la défense d'une idée. À défaut de cet appui crucial aux institutions démocratiques haïtiennes, toute intervention ressemblerait maintenant à une ingérence dans les affaires intérieures d'Haïti, bref à de la magouille politique.

L'unité des exilés derrière un président légitime aurait encouragé les démocrates d'Haïti et fait réfléchir le général Cédras. Mais cette unité n'est qu'un rêve et, aujourd'hui, Haïti est entouré de navires de guerre, qui masquent le fait qu'on ne sait plus quoi faire. Les cyniques diront qu'ils sont là pour décourager les Haïtiens de traverser la mer, qui les sépare de la Floride.

Frédéric WAGNIÈRE

« LA PAGE EST TOURNÉE »... DIT JEAN CHAREST



DRÔTES RÉSERVÉS

Émeute de la Coupe Stanley: ces médias agressés perçus comme des agresseurs

MARCEL ADAM

Lors des troubles de la soirée de la Coupe Stanley, les médias ont été une des cibles de l'hostilité de la foule: leur personnel a été pris à partie et leurs équipements ont été détruits.



Tous les journalistes entendus lors de l'enquête spéciale présidée par l'ancien juge Albert H. Malouf, tenue sur les troubles qui ont suivi la victoire décisive du Club de hockey Canadien, ne proposent qu'une explication à cette hostilité populaire contre les médias télévisuels:

« Comme il est maintenant de notoriété publique que la police utilise les prises de vues effectuées par la télévision pour procéder à l'identification de personnes qui ont commis des infractions, ceux qui se proposent de perpétrer des crimes dans le champ potentiel d'une caméra s'efforcent d'intimider les journalistes pour qu'ils s'abstiennent de filmer ou brisent leur matériel pour s'assurer qu'ils n'opéreront pas sous les projecteurs de la télévision.

« A cette violence spécifique s'ajoute l'hostilité sourde qui est professée contre ceux qui volontairement ou non sont soupçonnés d'être des délateurs. »

Le rapport Malouf admet que cette explication est vraie en grande partie, mais elle fait abstraction d'un autre facteur d'interprétation non moins plausible de cette inimitié de la foule, ce soir-là, envers les médias.

« Le comportement des foules est notoirement irrationnel, y lit-on, et obéit à une logique élémentaire, qui partage le monde en deux composantes antagonistes qu'on pourrait désigner comme « nous » et « eux ». Le propre d'une foule est la dissolution de l'individualité dans l'anonymat.

Appartient donc au « nous » de la foule tout ce qui se fonde de l'anonymat. Par contraste, tout ce qui porte les marques visibles de son identité — la police ou les pompiers repérables grâce à leur uniforme, les journalistes qui portent les marques d'identification de leur profession et de leur réseau — est expulso de la foule et assimilé à « eux » perçus comme une menace.

Cette menace est d'autant plus grande que ceux qui s'y sont associés veulent agir sur la foule, que ce soit pour la contrôler, la transporter, la filmer ou même l'assister (on a brisé une fenêtre d'une ambulance d'Urgences-Santé). Tout ce qui se distinguait de la foule et la prenait pour l'objet d'une intervention, qu'elle que fût sa nature, était ce soir la passible de son hostilité. »

Aussi, les auteurs du rapport ne croient-ils pas que le remède proposé par les journalistes — ne donner à la police accès

qu'aux prises de vue diffusées à la télévision — mettrait un terme à l'hostilité du public à l'endroit des médias.

Et d'illustrer les limites de cette solution par l'exemple hypothétique d'un réseau de télévision filmant la perpétration d'un crime, dont les auteurs sont clairement identifiables.

« Si ce réseau projette ces prises de vue publiquement, écrivent-ils, la police pourra s'en servir pour identifier les coupables en question. On ne voit pas pourquoi ces derniers — et d'autres malfaiteurs qui pourraient éventuellement se trouver dans la même situation — en voudraient moins aux médias d'avoir fourni publiquement à la police l'instrument de leur identification, au lieu de l'avoir fait à titre non-publier. »

« Si, d'autre part, les médias s'abstenaient délibérément de projeter à la télévision les prises de vues permettant l'identification d'infracteurs (sic) pour ne pas prêter le flanc à l'accusation d'être partie à la délation, ils deviendraient vulnérables à l'accusation inverse de complicité à la dissimulation de crimes. »

Ce raisonnement parfaitement étanche est embarras pour les médias en ce qu'il relance la balle dans leur camp, notamment dans celui de nos confrères de la télévision. Car, outre d'induire à penser que la police est friande des prises de vues non télédiffusées de troubles publics parce qu'elle soupçonne que s'y trouvent des images susceptibles d'identifier des

malfaiteurs, les auteurs du rapport avertissent délicatement les télévisions que dans une telle éventualité elles se feraient complices *post facto* d'actes criminels.

Les situations hypothétiques proposées par le rapport Malouf ne sont pas innocentes. S'ils ne l'avaient pas remarqué eux-mêmes, les enquêteurs ont sans doute été alertés au fait que les télévisions — cela se vérifie également dans la presse écrite — montrent généralement d'un désordre public des images où les délinquants sont peu ou pas identifiables.

Une autocensure qui se pare du soi-disant vertueux prétexte de ne pas être partie à la délation, mais qui, curieusement, ne tient plus quand il s'agit de dénoncer des personnes attachées au service public et dont on ne redoute pas de représailles violentes. En vérité, le motif principal de cette prudence est le souci d'assurer la sécurité du personnel et du matériel journalistiques.

J'ai en mémoire un événement très instructif à cet égard de la crise autochtone de 1990. On voyait à la télévision une scène prise du côté de la route, montrant un groupe de policiers et un groupe de mohawks s'avançant l'un vers l'autre. Or, au moment où ils allaient en venir aux coups, le journaliste modifia l'angle de sa caméra pour pointer l'objectif vers les policiers. Il avait sans doute jugé qu'il est moins risqué de photographier de face des policiers en action que des hors-la-loi pris en flagrant délit.

Opinions



Les cibles à bombarder devront être bien identifiées.

Bombardements aériens contre les Serbes: une option réaliste?

MARC FONTAINE

Spécialiste des questions militaires, l'auteur est chercheur au Département d'études stratégiques du Collège militaire royal de Saint-Jean.

Devant le conflit qui n'en finit plus de s'enterrer en Bosnie-Herzégovine et, malgré les efforts diplomatiques déployés par les parties internes et externes à ce conflit, tant le simple observateur que le spécialiste des questions stratégiques sont en droit de s'interroger sur les options ouvertes aux décideurs pour mettre fin à cette guerre.

De l'avis de plusieurs, certaines solutions ont été retenues par les dirigeants occidentaux pour tenter de réduire l'intensité des combats ou, à tout le moins, d'endiguer le conflit: blocus et patrouilles navales dans la Mer Adriatique, surveillance et patrouilles aériennes agressives, manœuvres militaires américaines sur la côte italienne, resserrement des sanctions économiques, etc. Pourtant, rien ne semble avoir de l'effet. Les combats font toujours rage en Bosnie-Herzégovine et également en Croatie, où les tensions reprennent racine.

Depuis quelques mois, les concepts «bombardements aériens» et «frappes stratégiques» ont été avancés par certains dirigeants et décideurs. Devant l'intransigence des parties à résoudre le conflit, serait-ce que la frustration ferait place à une rhétorique plus agressive? L'option des bombardements aériens contre les positions serbes est-elle réaliste?

Les implications du choix d'une telle option pour répondre aux combats en Bosnie-Herzégovine n'est pas sans conséquence. Il est nécessaire d'analyser cette option essentiellement sous deux angles: les considérations politiques et militaires.

Avant d'entreprendre quoi que ce soit, les décideurs politiques doivent démontrer une volonté politique claire de mettre en oeuvre cette option. Cette volonté s'exprimera sous la forme d'un consensus politique général autour de cette option. (...)

Au moment où ces lignes sont écrites, les parties dans le conflit sont en pourparlers de paix. Serait-il rationnel de procéder immédiatement aux bombardements? Selon l'auteur, non. Cela pourrait avoir comme effet de cristalliser et de radicaliser les positions des parties en cause. L'intransigence des Serbes contre cette ingérence occidentale serait à prévoir. Des gestes radicaux seraient à craindre par les parties en cause dans le conflit, au moment du retrait forcé des territoires conquis (meurtres gratuits, massacres de civils, politique de la «terre brûlée», attaques contre des casques bleus, etc.) (...)

Une autre considération, celle-ci d'ordre politico-militaire: l'identification de l'ennemi. Les Serbes-bosniaques et les Serbes de Milosevic ont été clairement désignés comme les «méchants» dans ce conflit. Le Président Clinton a accordé une séance officielle au président bosniaque, Alija Izetbegovic, en août dernier. Il s'agissait, dès lors, d'une reconnaissance «de facto» que les bosniaques ont la faveur américaine. La France et la Grande-Bretagne ont aussi dénoncé à maintes reprises les gains territoriaux effectués par les Serbes-bosniaques. On assiste cependant, dans le sud-est (Mostar) et le centre de la Bosnie (Zenica, Jajce) à une résurgence des combats entre Musulmans et Croates de Bosnie. Qui doit-on identifier alors comme ennemis? Y aura-t-il discrimination dans le choix des décideurs occidentaux? Les Serbes plutôt que les Croates?

Politiquement, il ne faut pas non plus considérer les bombardements aériens ou les frappes stratégiques comme une solution échappatoire ou «du

moindre mal» pour le règlement de ce conflit.

Les décideurs doivent être prêts à investir ressources, temps et énergie si le choix s'arrête sur cette option. Aussi, est-ce bien une réponse mesurée («measured response») à l'action des Serbes, Croates ou Musulmans?

Il faut prendre le temps de bien regarder une carte géographique de l'ex-Yougoslavie pour bien saisir les particularités du terrain. Il est clair que les pilotes de l'OTAN ou américains n'auront pas la tâche facile. Je ne mets pas ici en doute leur bravoure ou leur volonté, mais seulement leur capacité à bien remplir leur mission.

Nous ne sommes plus dans le désert irakien ou saoudien. Il y a des montagnes, des forêts denses, des micro-climats, du brouillard.

Somme toute, les missions seront périlleuses. Pas question non plus de miser entièrement sur la technologie du Golfe. Comment vont réagir les armes guidées au laser dans le climat particulier des Balkans? L'entraînement de ces pilotes s'est également surtout déroulé en vue d'une guerre totale en Europe: terrain relativement plat, des chars russes à perte de vue, etc... En Bosnie, les cibles seront difficiles à localiser et à identifier. Les pilotes devront faire preuve d'une grande prudence et de discrimination sur leur choix.

Sans contredit, les unités de renseignements tactiques devront effectuer des prouesses pour bien identifier les régions à bombarder. Il ne faut pas oublier que ce genre de conflit n'a pas de ligne de front bien déterminée. Une série de tranchées peuvent être occupées un jour par des combattants nationalistes serbes, le lendemain par des Croates de Bosnie ou simplement par des enfants y jouant après une journée passée dans les abris...

Il y a aussi toute la question des cibles militaires imbriquées dans les agglomérations urbaines. Les Serbes-bosniaques ont pris l'habitude, semble-t-il, de cacher des pièces d'artillerie dans les écoles et les églises. Les dommages collatéraux causés par une série de frappes stratégiques pourraient rapidement faire vaciller l'opinion publique mondiale, comme ce fut le cas durant la guerre contre l'Irak.

Si le choix des bombardements est favorisé, il est nécessaire de bien choisir les «outils» pour ce type de conflit. Les types d'appareils utilisés doivent être adaptés au conflit de basse intensité: OV-10 «Bronco», AC-130 «Spectre», etc. Les stratégies militaires doivent opter pour la précision plutôt que les bombardements de masse.

Et les casques bleus dans tout ça? Il ne faut pas oublier de les protéger pendant cette opération. Comment seront-ils perçus par les combattants locaux une fois les bombardements terminés? La question est importante et demeure entière.

Lorsque l'on discute d'une option telle que les bombardements stratégiques, on ne discute plus d'une simple attaque de représailles ou d'une attaque contre une position d'artillerie serbe. Ce choix constitue un pas de plus dans l'échelle de l'escalade militaire.

En cas d'échec, la marge de manœuvre des décideurs est faible. Les choix seront limités: intervention militaire massive ou retrait total de cette région. C'est pourquoi il est impératif que les dirigeants occidentaux soient conscients des implications politiques et militaires de ce choix. Je répète: il n'y a pas de solution facile en vue d'un règlement de ce type de conflit.

A moins d'un consensus politique fort en direction de ce choix (les frappes stratégiques), d'une volonté politique déterminée et de l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU (pour légitimer l'action), il est plus que probable que ce choix demeure dans le spectre de la rhétorique agressive.

Les grands absents de l'élection: la pensée, la vérité, les valeurs

MAURICE CHAMPAGNE

L'auteur a signé de nombreuses analyses sur les droits politiques et linguistiques du Québec.

Dans quelles sociétés vivons-nous au Canada? Ce pays a-t-il une âme, un esprit, des valeurs, une culture? La pauvreté intellectuelle, spirituelle, simplement humaine, de la campagne électorale, provoque ces questions. Et elles ne visent pas seulement les chefs, non plus que leurs partis, mais un état social, une anémie de notre démocratie, qui font que nous avons collectivement laissé des gouvernements antérieurs nous endetter et nous tromper. Et malgré tout le potentiel de connaissances dont nous disposons dans une foule d'institutions et de milieux, aucun regroupement de forces démocratiques, non partisans, ne voit le jour, pour interpellier les gouvernements, les suivre à la trace en proposant à la population les solutions à tous les maux dont nous les accusons. Il serait pourtant indispensable de recourir à ce moyen, notamment parce que la population accepterait peut-être d'entendre d'une coalition de personnes et de groupes hautement crédibles et non partisans, ce qu'elle refuse des chefs politiques lorsqu'ils se risquent à parler de sacrifices et de coupures, pour que l'on cesse de vivre au-dessus de nos moyens collectivement.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là? Virages à trois cent-soixante degrés dans nos valeurs de vie, mystification du progrès matériel et technologique, capitalisme sauvage, interventionnisme de l'État mal orienté, individualisme forcené et revendications irresponsables de nombreux groupes d'intérêts, économie de baillois gonflés au crédit et à la surévaluation des biens et des ressources, société d'asservissement aux mangeoires de la consommation, bourgeoisie intellectuelle, mauvaises gestions...? Qui osera nous forcer à l'examen de conscience collectif urgent qu'il nous faut mener pour déterminer les causes du mal et cibler les solutions? Sans cette perspective, il devient pourtant absurde de vivre une campagne électorale au Canada.

Campagne absurde

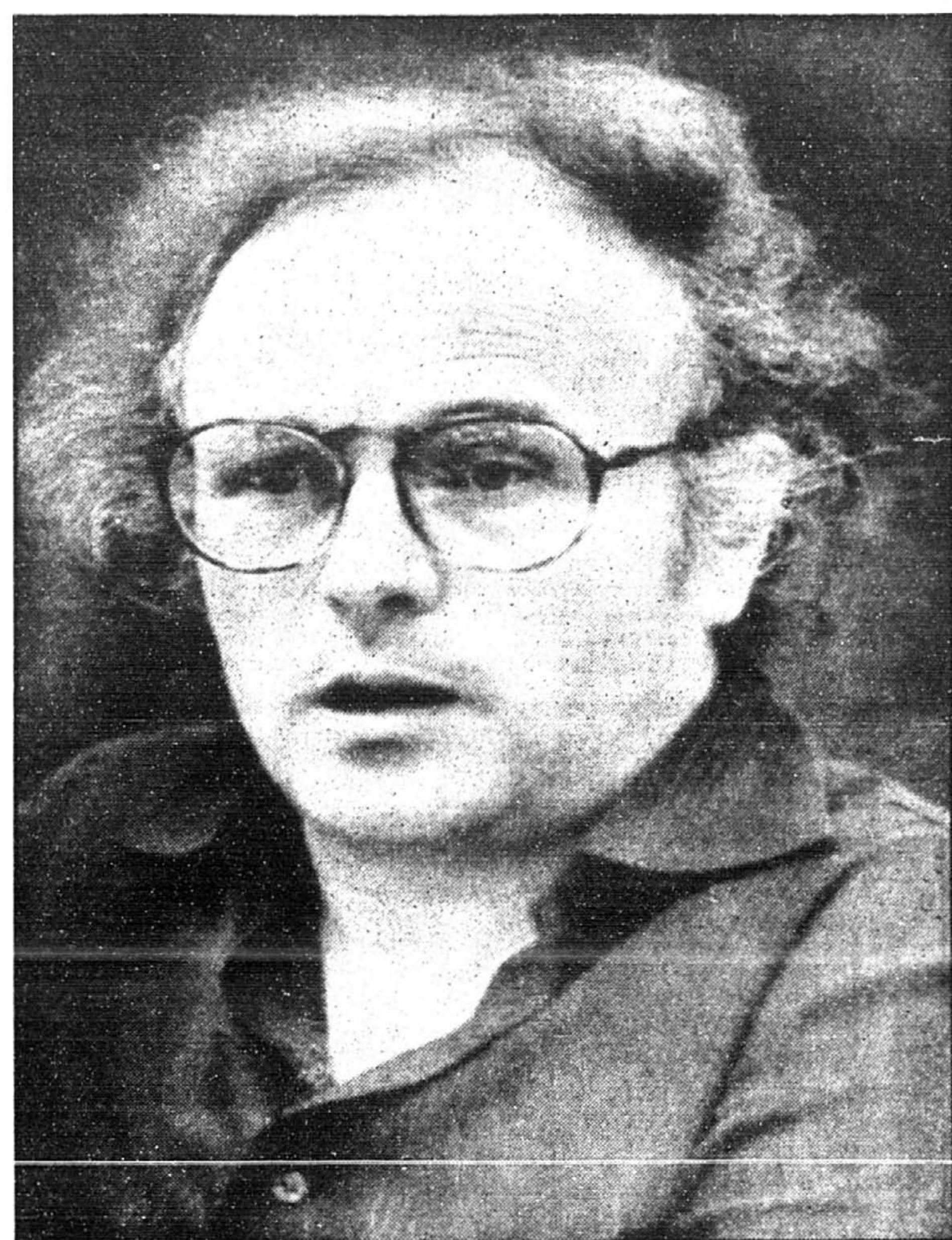
Or, telle est la présente campagne électorale: absurde. Et la caractéristique majeure du vote annoncé est: voter contre. Reproduire ainsi au parlement, consciemment ou inconsciemment, le chaos dans lequel nous vivons, à partir de la seule solidarité dont nous semblons capables: être contre. Être contre et subir en même temps la pensée magique et régressive des discours et des programmes électoraux. Et il y aura chaos, gouvernement majoritaire ou pas, quand on sait la dynamique d'affrontement dont les principaux acteurs sont capables.

Mais, paradoxalement, c'est peut-être de cet absurde et de ce chaos que va renaître l'espoir. L'espoir que nous soyons forcés, au parlement et à l'extérieur du parlement, de faire vivre ce qui est absent de cette campagne électorale: la pensée, la vérité et les valeurs. Et je souligne quelques dimensions à partir desquelles on pourrait ainsi redonner une vision à notre action politique et une âme à notre démocratie. En posant seulement des questions pour un vrai débat. Un débat de partis, de société surtout, ou, ce qui compterait peut-être le plus pour notre démocratie en ce moment, un débat de GOUVERNEMENT PARALLÈLE.

Est-il possible que dans un vrai projet social et politique, on nous présente une vision d'ensemble des besoins essentiels et des mesures de soutien y répondant, pour ce qui constitue le premier support de l'économie et sa seule finalité: nos ressources humaines. Là, le déficit est énorme aussi: chez les jeunes, que par centaines de milliers on exclut de leur propre avenir; chez les personnes dites âgées, que l'on pousse du coude pour qu'elles cèdent leur place ou que l'on drogue à même les programmes sociaux; chez les parents, qui ont de tous les citoyens et citoyennes la plus lourde responsabilité sociale et légale, mais que l'on ne nomme en général que pour les accuser; chez les hommes et les femmes, dont les rapports pour une majorité d'entre eux et d'entre elles sont devenus de plus en plus difficiles, souvent violents, et dont les répercussions sur le monde du travail, de l'école et de la jeunesse, se traduisent par d'immenses coûts sociaux; chez les Canadiens et Canadiennes des différents peuples et ethnies, qui font ce pays et dont les rapports - constitutionnels ou quotidiens - représentent un défi de plus en plus complexe, que bien peu de nations dans le monde arrivent à relever honnêtement. Quel parti nous a parlé de cela, réellement, concrètement, pendant la campagne électorale? Pourtant, on nous avait annoncé, sous certaines bannières, une nouvelle façon de faire de la politique et de reconquérir la crédibilité perdue...

Système fiscal inique

Quel parti - et c'est aussi urgent qu'une révision responsable de nos programmes sociaux - aura le courage de corriger notre système fiscal inique, qui permet à une minorité de riches et de super-riches de s'emparer d'une part excessive de la richesse collective et qui fait que la classe moyenne est lésivée? (Ceci dit, même si notre so-



Maurice Champagne

cité est beaucoup plus juste que celle des Américains.) Attendons-nous la révolte des exploités et des exclus pour avoir aussi le courage d'arrêter l'écart grandissant entre pauvres et riches, au sein de ce pays surévalué selon les critères de justice et de bien-être à l'occidentale? (Le travail au noir est déjà une révolte bien en place à cet égard!)

Quel parti ou quel groupe aura le courage de nommer les valeurs qui donnent un sens à notre vie en ce pays? Les nommer et les hiérarchiser au besoin, en cessant de pratiquer un culte de croisades pour le pluralisme et la liberté de tout et de rien. Il est urgent de sortir les droits, individuels et collectifs, de l'idéologie revancharde, pour retrouver socialement et politiquement les valeurs qui fondent les droits et les devoirs. Devant l'humanisme que nous devrions chercher, en matière de droits, nous sommes trop souvent aussi arriérés que nos chartes sont jeunes. Quel parti a une idée claire des valeurs que nous devrions privilégier dans l'éducation des jeunes (au-delà des juridictions provinciales et fédérales), dans la vision que l'on se fait des familles qui peuvent être épanouissantes et créatrices pour leurs membres, dans les choix difficiles qu'il faut faire pour une économie concurrentielle et juste socialement, pour concilier protection de l'environnement et développement de l'emploi face à l'exploitation de nos ressources naturelles? Et quel «homme» politique dans ce pays peut parler intelligemment de la nécessité sociale du développement de la paternité chez les hommes?

Dans quel débat social ou politique osera-t-on aborder la question éthique par excellence, face au type de progrès que nos valeurs occidentales - modernes et déjà «post-modernes» - exaltent, à savoir que: ce n'est pas parce que nous avons le pouvoir intellectuel et technologique de presque tout faire, que nous devons tout faire ce dont nous avons le pouvoir.

Et, sous cette question, que de vérités sont cachées à la population sur la création du chômage par la technologie, d'une part; et que de retards on accuse au Canada dans l'axe recherche-développement-formation professionnelle, d'autre part, pour convertir une partie des emplois traditionnels au lieu de les supprimer.

Voilà un autre espace fondamental et concret que la campagne électorale a fui dans la pensée magique des engagements vides.

Vision mondiale

Et le Canada a-t-il une vision mondiale, une intelligence internationale? Qu'est-ce que nos partis ont à dire devant l'échec des Droits de l'Homme, dont la super-doctrine n'a pas réussi à imposer à la conscience internationale des standards minima de respect de la dignité humaine qui arrêtaient la torture, qui arrêtaient les Yougoslavie et les Somalie de l'horreur, qui empêchent de détruire des populations au hasard de la sélection par les grandes puissances des bons et des mauvais dictateurs? Qu'avons-nous à dire de la transformation des Nations-Unies en Ange guerrier? Jusqu'où iront nos alliances peureuses avec le gendarme américain, qui commande l'Ange guerrier au nom de l'univers, alors qu'il n'arrive pas chez lui à gérer un problème de secte?

Et qu'est-ce que nos politiciens ont à dire des défis du vingt et unième siècle devant lesquels nous accusons déjà de multiples retards. Que ferons-nous devant la concurrence chinpise, qui est

en train de se former, par ses valeurs, au succès japonais, et qui, dans quelques années, rendra plus exponentiels encore le pouvoir économique et la force de travail de type asiatique?

Qu'avons-nous à dire à nos jeunes et à tous nos concitoyens et concitoyennes dépayés dans notre misère de parvenus, au sujet d'un avenir que nous regardons comme si nous étions enfermés dans une salle paroissiale l'hiver...

Enfin, posons «la» question de vérité, la mieux camouflée par la campagne électorale, avec celle des programmes sociaux: se peut-il que la dynamique d'affrontement d'un nouveau parlement, où le Bloc québécois serait massivement représenté, oblige à la vérité sur les coûts de l'indépendance pour le Québec, par exemple. Que l'on oppose au coût des dédoublements et des chevauchements du régime fédéral tous les coûts que le Québec indépendant devrait assumer en prenant sa part de la dette canadienne et en réglant l'énorme facture de tous les coûts des emplois, des institutions, des immeubles et autres biens et services que le gouvernement fédéral laissera tomber, sans faire de cadeaux au Québec, advenant l'indépendance. Et il n'y aurait là aucun chantage, seulement la vérité qui n'a jamais été donnée à la population depuis que l'affrontement Québec-Canada dure. Et si cette vérité ne vient pas du Parlement, il appartient aux leaders économiques et aux spécialistes de l'économie et de la question constitutionnelle de s'organiser et de prendre l'initiative démocratique pour la livrer à la population ou la faire livrer par le Parlement. Le camouflage et l'incertitude ont assez duré. Cette absurdité ne doit pas nous faire plus de mal qu'elle n'en a déjà fait, dans les moments d'exceptionnelle fragilité économique et sociale que nous vivons actuellement.

Gouvernement parallèle

En conclusion, les enjeux pour l'avenir de ce pays et de notre démocratie sont tels en ce moment, face notamment à la perte de crédibilité de la classe politique, que, si nous sommes cohérents et vraiment démocrates, il doit se lever des individus et des groupes pour former une coalition qui jouerait, au moins symboliquement, le rôle d'un gouvernement parallèle. Une coalition non partisane, multisectorielle et pluridisciplinaire, d'hommes et de femmes de divers âges, pour forcer l'expression de la vérité et d'une vision sociopolitique et économique d'ensemble, centrée sur des valeurs fondamentales. On doit pouvoir en assumer le coût à partir de la générosité des individus et des ressources, dont disposent de nombreux groupes et institutions pouvant y participer. Elle serait pan-canadienne, mais en fonctionnant à partir de constituantes régionales. Son rôle: suivre les gouvernements à la trace pour réagir à leurs programmes et à leurs mesures et proposer des solutions à nos principaux problèmes de sa propre initiative.

Quoi que nous fassions, si le discours de ceux et celles qui critiquent les gouvernements: est responsable et s'il y a parmi elles et parmi eux de vraies démocrates, si nous allions intelligence, imagination et générosité, nous trouverons les moyens de faire mieux que les gouvernements ou de les forcer à faire mieux. Et l'exercice que je propose me paraît de toute manière un moyen concret de redonner de l'espoir à ceux et celles qui en manquent, et surtout, aux jeunes de ce pays. Vainquons nous-mêmes notre marasme.

ELECTIONS 93



La presse reflète l'inquiétude de l'Ouest devant la montée du Bloc

YVES BOISVERT
VANCOUVER

■ L'Ouest est inquiet de la montée du Bloc au Québec, et cela se lit. Par exemple: Lucien Bouchard et Preston Manning partagent la page couverture du dernier numéro de l'hebdomadaire B.C. Report (édité ailleurs dans l'Ouest sous le nom d'Alberta Report et Western Report. Au total 50 000 exemplaires).

«Si le Bloc détient la balance du pouvoir, qui va se lever pour le Canada anglais?» demande le magazine de droite, très favorable au Reform. Son commentateur vedette, Ted Byfield répond à cette question: «Le seul parti qui va protéger l'Ouest, c'est le Reform».

Dans un long article, par ailleurs, le magazine se demande si Lucien Bouchard est «un sincère séparatiste ou un maître de l'extorsion?» Le journaliste explique que les conservateurs au Québec sont en déroute malgré l'appui de nationalistes dans son équipe et celui de l'écrivain séparatiste et sénateur Solange Chaput-Rolland (sic).

Les experts consultés par l'auteur estiment majoritairement que Bouchard veut faire régner le chaos à Ottawa pour tenir le gouvernement fédéral en otage pour obtenir plus d'argent pour le Québec — déjà gâté disent-ils. Les arguments économiques de Bouchard selon qui le Québec ne reçoit pas sa juste part des fonds sont «mal fondés et biaisés», lit-on. L'économiste Robert Mansell, de Calgary, calcule que le Québec a reçu sous toutes sortes de formes 160,7 milliards de plus d'Ottawa qu'il n'en a payé entre 1961 et 1991. Le contrat d'entretien des F-18, accordé à Montréal plutôt qu'à Winnipeg en 1986, malgré une soumission plus basse de la ville de l'Ouest, est évoqué.

Malgré tout, lit-on, les «vieux partis sont assez stupides pour jouer» la jeu destructeur et coûteux du Bloc. La conclusion: si le Reform remporte plusieurs sièges et peut s'allier avec un parti fédéraliste, il sera perçu comme sauveur de la nation. Mais si le Reform obtient moins de sièges que le Bloc, le Reform sera alors perçu comme «un équivalent de l'Ouest du Bloc, c'est-à-dire une nuisance régionale qui nuit au gouvernement canadien».

Même si Preston Manning s'en défend avec vigueur, les gens qui veulent attaquer le Reform aiment à dire qu'il s'agit d'un parti «anti-Québec, anti-femmes et anti-immigrants». Témoin R. B. York, un lecteur, répond à deux réformistes

dans l'édition du 16 octobre du Daily Courier, de Kelowna, dans la vallée de l'Okanagan. Ces supporters du Reform Party qui parlent du «chantage» du Québec et qui prétendent que les Québécois veulent franchir tout le Canada à l'est d'Ottawa en disent long sur les réformistes, affirme M. York. «Le Reform Party ne peut plus nier que les préjugés et la peur des Canadiens-français comptent pour beaucoup dans sa popularité», écrit-il.

En editorial, le Vancouver Sun du 16 octobre estime que les électeurs qui sont principalement intéressés par la réforme des institutions gouvernementales seraient mieux servis par un gouvernement minoritaire, où la balance du parti serait tenue par un des partis «vierges» politiquement, tels le NPD fédéral et le Reform. L'editorial est très sévère à l'endroit des promesses «risibles» du PC et du PLC au sujet du patronage et d'une réforme de la démocratie parlementaire: il n'y a qu'à voir leur attitude dans le passé. «De façon réaliste, ce n'est que s'ils sont forcés de le faire par le Reform et le NPD, qui brandissent le balai, que les libéraux et les conservateurs vont faire le ménage» dans les vieilles pratiques, estime le journal le plus important de la Colombie-Britannique.

Hubert Beyer, le columnist du Progress de Chilliwack, écrivait quant à lui le 13 octobre que la «rupture du Canada est presque certaine». Le vétéran de ce bi-hebdomadaire local disait que même s'il s'est fait insulter l'an dernier en défendant l'accord de Charlottetown (rejeté par 70 p. cent de la population en C-B), c'était là «la dernière chance du Canada». «J'ai été frappé de voir lors du débat télévisé que le seul leader qui parlait avec une émotion vraie et de la conviction était Lucien Bouchard.» «Le Québec en a marre d'essayer, en vain, de convaincre le reste du Canada qu'il est une société distincte qui a besoin de protection», écrit le chroniqueur. Il conclut en disant que la seule solution est la réouverture du dossier constitutionnel.

Le thème principal de la campagne en Colombie-Britannique: le déficit. Dans un editorial intitulé «Taxes, taxes, taxes, taxes», le 14 octobre, le quotidien Vancouver Sun critique les propositions de tous les partis en concluant que les électeurs veulent une chose plus que tout: «Ils en ont assez du gaspillage et ils attendent des politiciens qu'ils aiguisent leurs crayons, qu'ils utilisent leurs effaces et qu'ils réfléchissent quand ils dépensent.»

Parlant de dépenses, Equity, un mensuel de Vancouver destiné à la communauté d'affaires, fait sa «une» avec ses «40 histoires d'horreurs canadiennes préférées». Quarante histoires de «gaspillage» des fonds publics d'un océan l'autre où les politiciens sont violemment pris à parti. Les «Canadian Parents for French» ont reçu 460 435 \$ «de vos taxes», déplore le magazine. Le magazine estime que le ministre fédéral de la Défense a dépensé 500 millions au cours des 13 dernières années pour le bilinguisme dans ses rangs; il en dépensera 1,4 milliard de plus dans les 15 prochaines années. Pierre Le François, notre (très cher) bureaucrate en chef de la Ville de Montréal, figure dans ce palmarès pour avoir payé 1200 \$ pour faire écrire par un spécialiste un discours de six pages; les 20 communicateurs de la Ville ne pouvaient suffire à la tâche, suppose Equity. Une tormente: le Conseil des arts de l'Ontario a dépensé 30 000 \$ pour financer un séminaire d'une semaine pour 20 membres du syndicat des Travailleurs unis de l'auto; le sujet? l'humour ouvrier! Il y a aussi le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique qui a engagé une firme américaine pour concevoir une campagne d'achat des produits agricoles de la province... Oh! en passant, les taxes ont augmenté de 1305 p. cent depuis 30 ans au Canada.

Bouchard refuse de rouvrir le dossier constitutionnel pour les autochtones

MARIO FONTAINE

■ Après Jean Chrétien samedi, c'était hier au tour de Lucien Bouchard de s'opposer à toute réouverture du dossier constitutionnel pour y enchaîner le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale.

Le chef du Bloc québécois estime en effet que c'est entre le gouvernement d'un Québec souverain et les représentants des autochtones que la question devra se régler. Pour le moment, les questions de l'emploi et du chômage sont plus urgentes, estime M. Bouchard.

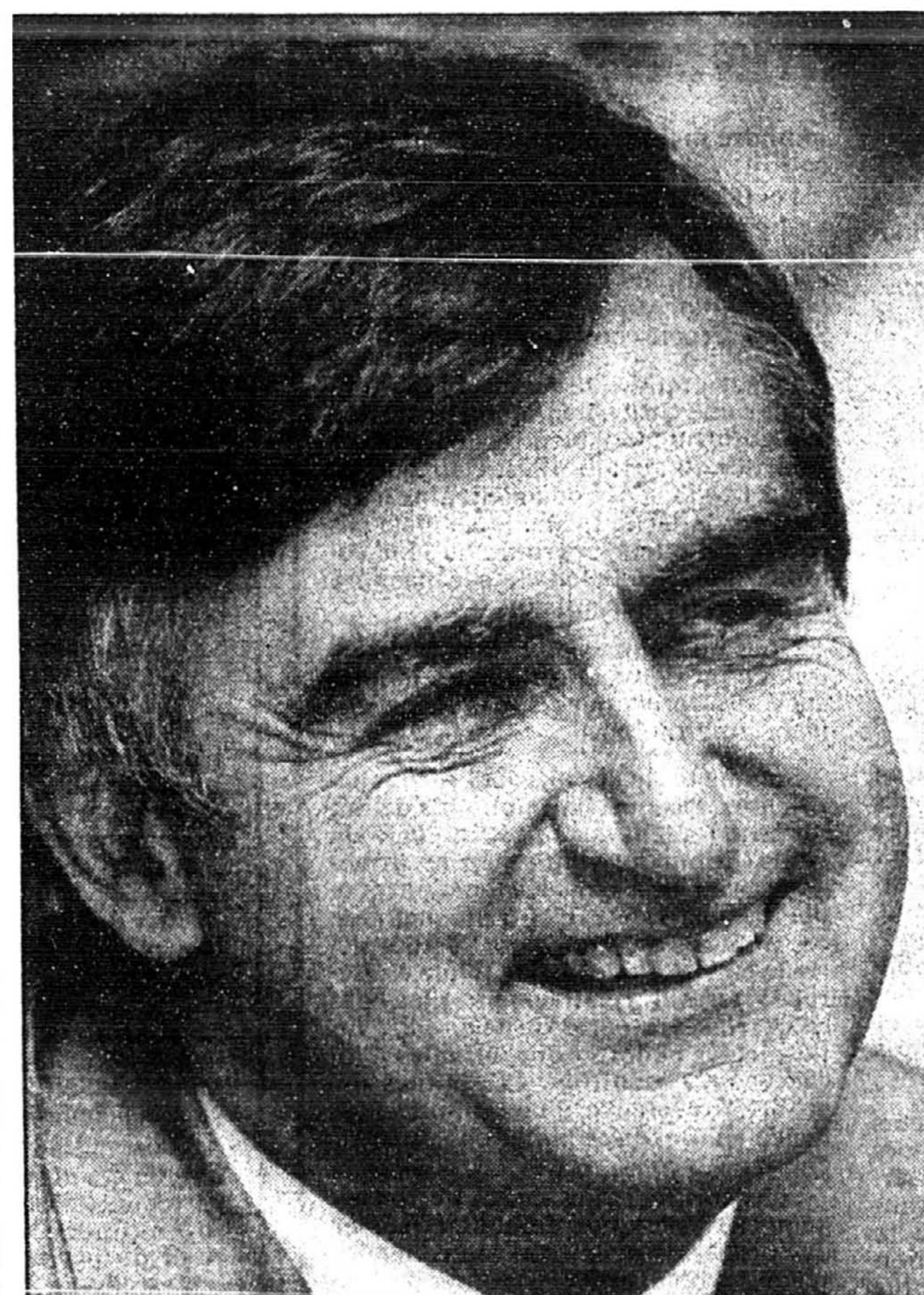
On ne peut rouvrir qu'un seul volet de la constitution, fait-il aussi valoir. De sorte que si on rouvre le dossier autochtone, on rouvre tout le reste. Or, selon lui, Meech et Charlottetown ont démontré que le fédéralisme est incapable de se renouveler, de sorte que la souveraineté s'impose comme l'unique option pour les Québécois.

Le chef de l'Assemblée des premières nations, Ovide Mercredi, avait déjà essayé un refus de la part du leader libéral Jean Chrétien, samedi, dans sa requête pour faire amender la constitution. Par la suite, il a dit compter sur le Québec pour relancer les pourparlers constitutionnels, estimant qu'un fort contingent de députés du Bloc à Ottawa et la tenue d'élections au Québec l'an prochain mèneraient à de nouveaux pourparlers.

Une séquence que le chef du BQ écarte d'emblée: on a perdu 30 ans à trouver une issue à l'impasse constitutionnelle, la cause est entendue, la solution passe par la souveraineté du Québec, soutient M. Bouchard. Celui-ci fait sienne la politique adoptée par le gouvernement Levesque en 1985: il reconnaît le principe d'un gouvernement autochtone, leur droit de se développer comme peuple, le maintien d'une culture autochtone, leur droit de se développer économiquement.

On veut Saint-Maurice

Faisant campagne hier à Mont-



Lucien Bouchard

réal, M. Bouchard a mis en sourdine le contentieux qu'il oppose à The Gazette depuis que le quotidien anglophone a écrit, samedi, que son père avait des problèmes d'alcoolisme. Interrogé par Gilles Proulx sur les ondes de CJMS, le chef du BQ a de nouveau nié que son père, mort depuis 18 ans, ait jamais consommé abusivement.

Comme tout le monde il pouvait prendre un verre dans les

veilles, dit-il, mais il affirme ne jamais l'avoir vu déplacé. The Gazette basait son information sur une source anonyme. M. Bouchard attend la décision de l'ombudsman du journal pour décider s'il entame ou non une poursuite. L'ombudsman, Bob Walker, explique qu'il est difficile d'enquêter à fond, puisque l'auteur de l'article litigieux, Sarah Scott, couvre M. Bouchard et est de ce fait en continuel déplacement.

Nouvelle plus réjouissante pour le chef du Bloc, le sondage qui donne sa formation gagnante dans Saint-Maurice l'a amené à renouveler ses appels à la prudence. Il reste encore une semaine avant l'élection, répète-t-il sur toutes les tribunes pour inviter ses troupes à poursuivre le travail. Mais on sent qu'il ne déplaçait pas à Lucien Bouchard de voir Jean Chrétien battu dans son propre comté. «Je souhaite qu'on prenne un maximum de sièges, et le comté de Saint-Maurice est un siège qu'on veut prendre aussi», énonce-t-il diplomatiquement.

Il s'est par ailleurs dit étonné d'entendre Kim Campbell parler d'alliance possible avec les libéraux au nom de l'unité nationale. «Il faut être mal pris pour lancer un SOS à Jean Chrétien», de railleur Lucien Bouchard.

Celui-ci s'est prêté, en après-midi, à un exercice plus décontracté alors qu'il a participé pendant une heure à l'émission «Politiquement direct», à Musique Plus. Plusieurs questions posées par des animateurs («J'ai une question pour toi, Lucien» et par le grand public, notamment sur l'emploi pour les jeunes et la pertinence d'envoyer des députés souverainistes à Ottawa. On a aussi su quels principaux défauts M. Bouchard s'attribuait à lui-même: l'impatience, l'orgueil et le pessimisme, a-t-il confié au public jeune de cette station qu'il admet ne pas écouter souvent.

En soirée, c'est devant une foule enthousiaste composée de membres et de dirigeants de la FTQ que le chef du BQ a pris la parole. La principale centrale syndicale au Québec a accordé son appui officiel au Bloc le mois dernier. «Le Bloc, c'est le parti de tout le monde», a déclaré M. Bouchard. Il a rappelé que sa formation avait tenté de faire en sorte que la loi anti-briseurs de grève s'applique également aux travailleurs québécois dont l'entreprise fonctionne sous charte fédérale. Sans succès.

Un avantage d'être femme

— Sheila Copps

Presse Canadienne

■ La leader-adjointe du Parti libéral canadien, Sheila Copps, affirmait hier diverger d'opinion avec la leader néo-démocrate Audrey McLaughlin, qui prétend percevoir un certain «antiféminisme» dans la présente campagne électorale.

«En réalité, être femme a présenté un avantage dans cette campagne», a affirmé Mme Copps en interview, après avoir rencontré les représentantes d'une coalition représentant plus de 20 organismes féminins du Québec.

«Il est heureux qu'il y ait deux femmes occupant des postes de leaders auprès de deux partis politiques différents», de dire Mme Copps, faisant référence à la première ministre Kim Campbell et à Mme McLaughlin.

Au cours du dernier week-end, Mme McLaughlin avait soutenu que les manchettes des journaux, après les élections, pourraient se lire ainsi: «Deux femmes leaders abattues en flammes».

Mme Copps prévoit que le prochain parlement comptera de 60 à 70 femmes au sein de la députation et qu'elles seraient encore plus nombreuses si le Bloc québécois et le Reform Party avaient présenté plus de candidates en vue du prochain scrutin.

«Les deux partis qu'il n'ont pas livré la marchandise, au chapitre

de la représentation féminine dans leurs rangs, sont le Bloc et le Reform», a-t-elle soutenu.

Mme Copps a ensuite rappelé un commentaire fait par le leader du Bloc, Lucien Bouchard, l'an dernier, alors qu'il affirmait qu'il serait heureux de travailler auprès du chef du Reform, Preston Manning, «parce qu'il pensait partager beaucoup avec lui».

«Cela me rend craintive lorsque je songe que M. Manning songe à couper dans des programmes comme les congés de maternité.»

M. Bouchard s'est toutefois, depuis lors, distancé des politiques du Reform, affirmant que cette formation politique est de droite et pourrait démanteler des programmes sociaux.

Mme Copps a par ailleurs écarté les résultats d'un récent sondage permettant de croire que le leader libéral Jean Chrétien traînerait derrière le candidat du Bloc dans le comté de Saint-Maurice.

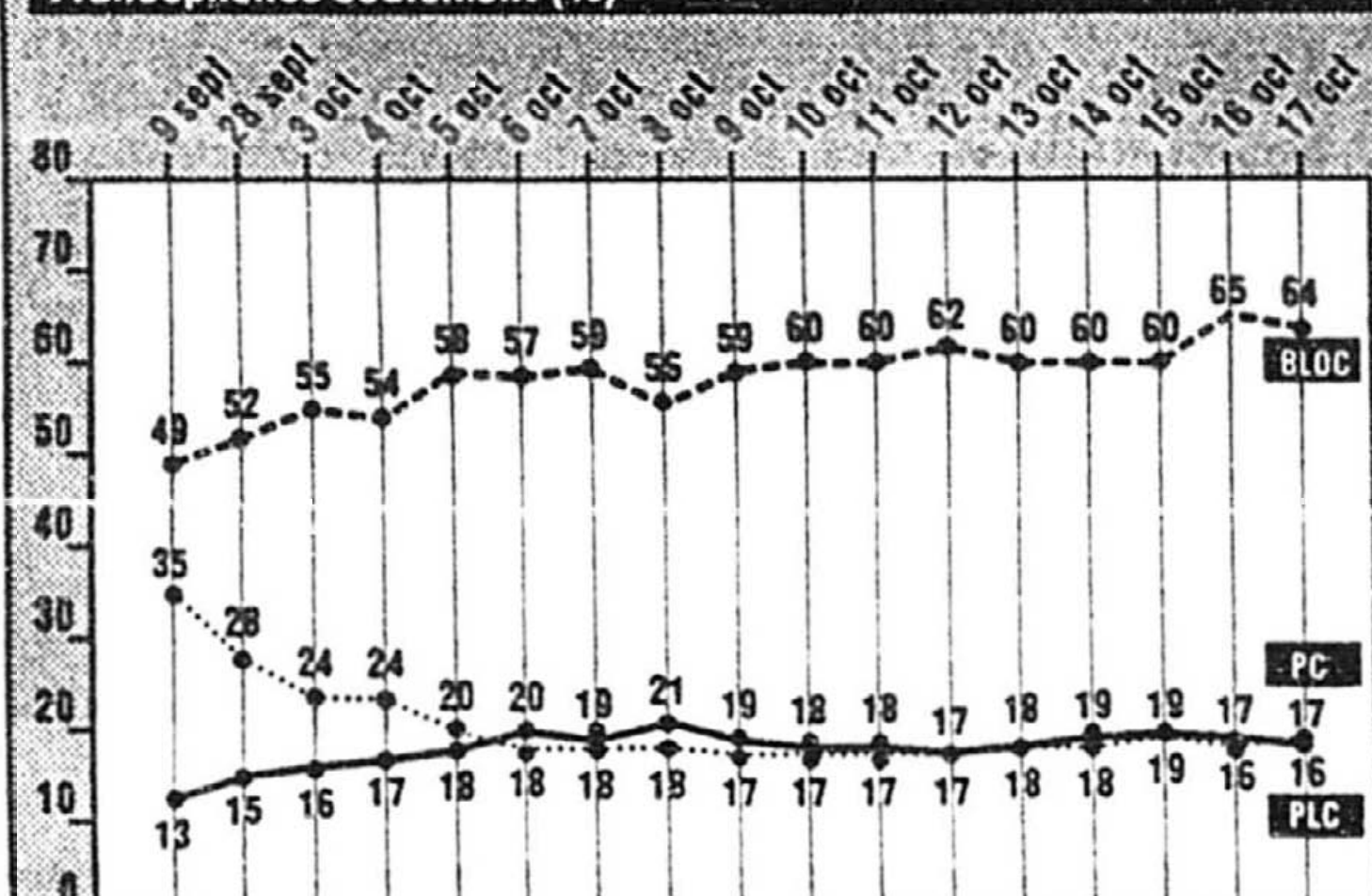
«Ce sont là des rêves du Bloc qui ne se réaliseront pas.»

Mme Copps a souligné que ce sondage n'avait été réalisé qu'auprès de 259 personnes et avait été fait avant même que le ministre des Transports Jean Corbeil ne dénonce le premier ministre Kim Campbell, le week-end dernier, pour sa façon de diriger la campagne électorale.

ÉVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE

Sondages SOM - LA PRESSE - TVA

Francophones seulement (%)



ELECTIONS 93

Bourassa sert une autre mise en garde contre l'ampleur du vote bloquiste

GILLES NORMAND et MARIO FONTAINE

■ Se défendant de vouloir intervenir dans la présente campagne fédérale, et insistant pour dire qu'il tenait au respect de la tradition de neutralité, le premier ministre Robert Bourassa n'en a pas moins livré hier une deuxième mise en garde aux Québécois contre l'ampleur du vote pour le parti de Lucien Bouchard, dont il a dit qu'il pouvait en bout de ligne avoir «des conséquences négatives pour l'avenir du Québec».

«Je peux comprendre un vote de protestation, mais un vote de protestation qui pourrait compromettre la stabilité institutionnelle du Canada peut devenir contre-productif», a en effet déclaré le premier ministre en insistant sur le fait qu'il n'était intervenu que très exceptionnellement dans une campagne fédérale, par exemple en 1988 pour se porter à la défense de l'Accord de libre-échange nord-américain.

«On doit tenir compte qu'il — le vote de protestation — met en cause l'instabilité institutionnelle; ça peut avoir des conséquences négatives pour l'avenir du Québec», a-t-il indiqué dans une conférence de presse donnée dans le cadre d'une réunion de ses députés et ministres pour préparer la reprise de la session parlementaire, aujourd'hui.

M. Bourassa avait servi la même mise en garde le 1^{er} octobre, à Montréal, en déclarant que les Québécois prendraient «des risques non calculés» en élisant un trop grand nombre de députés



Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, croit qu'un appui trop important au Bloc pourrait avoir «des conséquences négatives pour l'avenir du Québec».

PHOTO PC

du Bloc québécois à Ottawa.

Dans le chassé-croisé des questions et réponses, le spectre d'un

Canada fractionné en trois parties est apparu, entraînant le premier ministre à qualifier de «très

risqué» un vote massif pour le Bloc.

Il a insisté pour donner un caractère de protestation à ce vote, en soutenant que «dans les sondages d'opinion il est clairement mentionné que ceux qui ont l'intention de voter pour le Bloc québécois, il y en a plus des deux tiers qui ne relient pas le vote à la souveraineté».

«Fais quelque chose, Robert»

Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, estime que M. Bourassa n'est pas très logique en tenant de tels propos : il s'est battu toute sa vie pour qu'on sorte du statu quo et maintenant qu'il a échoué, il voudrait que les gens votent pour le statu quo, a déclaré le leader souverainiste qui faisait campagne à Montréal.

«M. Bourassa devrait laisser les Québécois et les Québécoises voter comme ils l'entendent à Ottawa, commente M. Bouchard. Lui il a eu son mot à dire quand il a essayé de changer le fédéralisme. Maintenant qu'il n'a pas réussi, tout ce qu'il offre c'est le statu quo.»

M. Bouchard pense que cette déclaration du premier ministre, à une semaine tout juste du vote, n'aura aucun impact sur l'issue du scrutin. Pourquoi jouer aux Cassandre quand s'amorce le dernier droit de la campagne? «Il a peut-être (reçu) un appel de Jean Chrétien lui dit: "Je suis désespéré, fais quelque chose au Québec Robert, fais quelque chose pour moi, Robert". Alors Robert, M. Bourassa, vient de laisser entendre ce cri désespéré.»

PORTRAIT DE LAURENTIDES



Monique Guay



Jacques Vien



Michelle Tisseyre

Des centres de ski et... de la misère cachée

PHILIPPE CANTIN

■ Kim Campbell a délaissé sa broche en forme d'initiales, mais celle-ci n'est pas disparue du paysage politique. Dans le comté de Laurentides, cet immense territoire mieux connu pour ses centres de ski que sa misère cachée, le candidat conservateur Jacques Vien en porte une réplique. «C'est la première ministre elle-même qui me l'a donnée lors du congrès à la "chefferie", explique-t-il, pas peu fier.

Nous sommes dans un marché d'alimentation de St-Hippolyte, où M. Vien salue les clients. «Bonne journée», se contente-t-il de leur dire, même si la plupart d'entre eux attendent manifestement une suite à la conversation. Il ne leur demande ni si leur choix est fait, ni s'il peut compter sur leur appui le 25 octobre. Pourquoi cette réserve? «Je ne veux pas de polémique», répond M. Vien, guère inquiet par la chute de popularité des conservateurs. «Le vrai sondage aura lieu le jour de l'élection», lance-t-il, pour toute réponse.

Si M. Vien est un homme de

peu de mots, sa rivale libérale, Michelle Tisseyre, s'exprime avec une éloquence et une conviction que lui envie sûrement son chef Jean Chrétien. Le poing serré, elle dresse le portrait du programme de son parti et conclut avec passion: «Ces idées-là, j'y crois à fond, c'est du solide!»

A 45 ans, Mme Tisseyre, la fille de l'ancienne animatrice de Radio-Canada, affirme que les expériences de sa vie arrivent à un point de convergence. «J'ai élevé six enfants. Cela demande une disponibilité totale, l'esprit de sacrifice et la capacité de mettre les intérêts de l'autre devant les siens. Un député doit aussi détenir ces qualités.»

En 1992, Mme Tisseyre fut l'attachée de presse d'Ovide Mercredi, grand chef de l'Assemblée des premières nations. Aux citoyens de Laurentides, elle fait une promesse: une rencontre mensuelle pour les écouter et les servir. «L'espoir, c'est le carburant de la société, ajoute-t-elle. Je crois en l'être humain. Mais il faut lui offrir du leadership et atteler les énergies qui s'expriment partout.»

Avec près de 95 p. cent de

francophones, le comté de Laurentides semble taillé sur mesure pour le Bloc québécois et sa candidate Monique Guay. En prenant le petit déjeuner, cette femme d'affaires de 33 ans explique pourquoi elle brigue les suffrages.

«Comme bien des gens, je regardais les nouvelles à la télé en me disant: "Si j'étais à la place des députés, j'agiserais autrement". Alors un jour, j'ai foncé.»

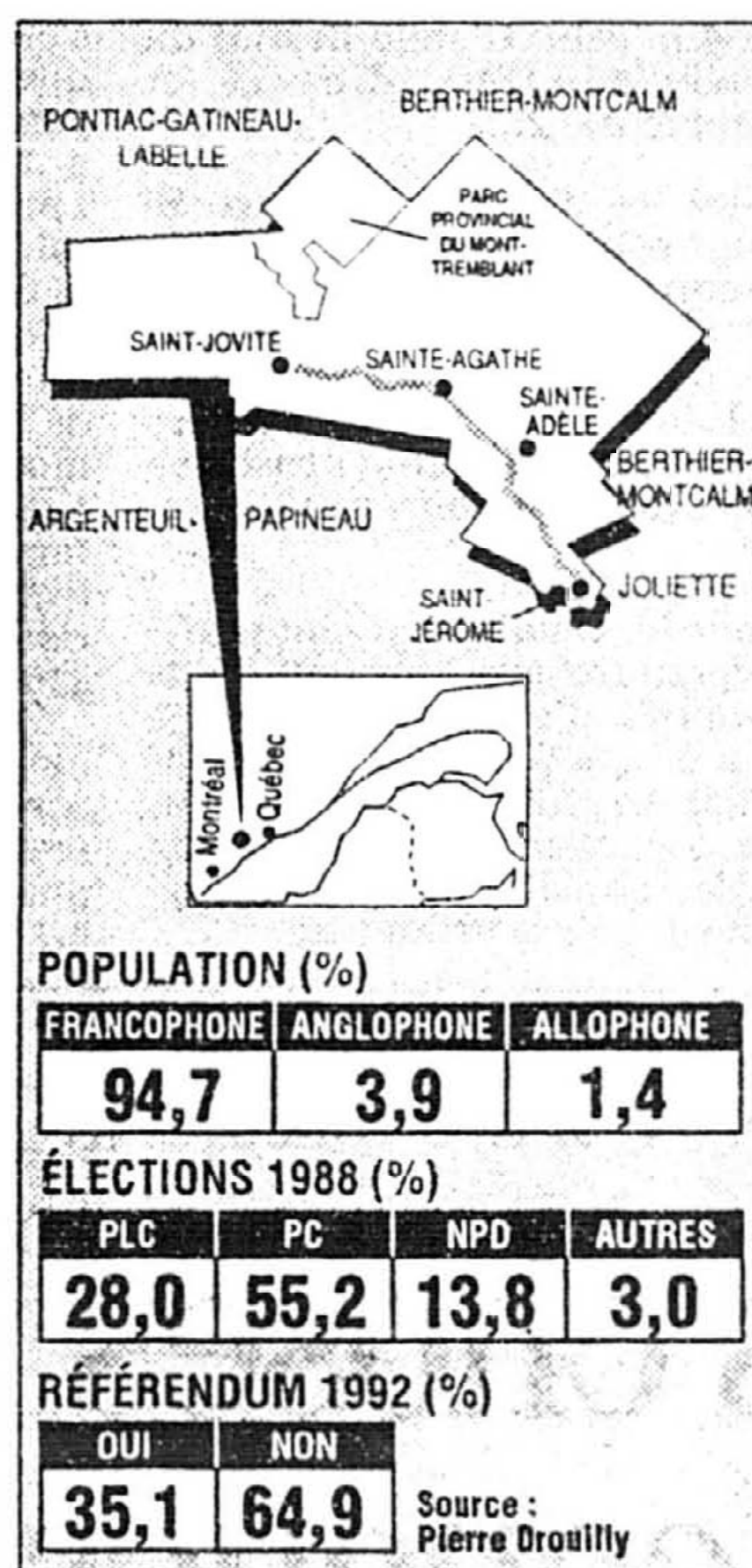
Nationaliste depuis toujours, Mme Guay fait carrière dans l'administration immobilière. Sa spécialité: la négociation de baux commerciaux. Elle fut parmi les premières à inciter Lucien Bouchard à transformer le Bloc en parti politique officiel. Aujourd'hui, elle rêve de représenter sa région à Ottawa, même si cela l'obligerait à s'absenter régulièrement de la splendide propriété habitée par sa famille et elle. Sur le terrain qui s'étend à perte de vue, son compagnon a même bâti une impressionnante réplique d'un château. Ces gens-là ne manquent pas d'originalité.

Dans un tel décor, il est pres-

que bizarre de parler des problèmes sociaux se vivant dans les Laurentides. Mais au fil de sa tournée dans le comté, Mme Guay a été témoin d'épisodes douloureux. «Un jour, dans mon porte à porte, j'ai vu un homme frapper sa femme au fond de l'appartement. On m'a dit que je n'étais pas arrivée au bon moment... Des enfants du voisinage jouaient dans la rue et ont compris ce qui se passait. Ils ne semblaient même pas surpris. St-Jérôme détient un des plus hauts taux au Québec de femmes et d'enfants battus.»

Mme Tisseyre est aussi consciente de ces graves difficultés. Elle souligne le taux de chômage supérieur à 13 p. cent, les enfants mal nourris et la classe moyenne prise à la gorge. Comme Mme Guay, elle veut travailler à l'amélioration des conditions de vie.

Le développement touristique est aussi à l'ordre du jour. Le plus gros chantier du Québec est actuellement celui du Mont-Tremblant, ce qui réjouit particulièrement M. Vien. Mais ses deux rivales veulent en faire encore plus.



Imagopresse La Presse

Notes de campagne

PIERRE GRAVEL

Peu de surprises dans les sondages locaux



■ Je ne se passe plus une journée sans que les médias ne fassent état de sondages dits nationaux. Si cet exercice a le mérite de déceler les tendances de l'électorat sur une grande échelle, il devient périlleux — compte tenu de son échantillonnage limité sur une base locale — lorsqu'on tente de transposer ses résultats en nombre de sièges.

C'est à ce niveau que les sondages locaux sont souvent plus révélateurs. Plus encourageants ou démoralisants selon qu'on espère suivre le courant général. Ou s'en démarquer comme ce doit être le lot de bien des candidats conservateurs et libéraux du Québec aujourd'hui. Malheureusement pour eux, même les prévisions locales n'annoncent guère d'éclaircies dans un ciel de tempête qui semble recouvrir l'ensemble du territoire.

On l'a vu avec le sondage CROP-Le Nouvelliste-Cogeco qui permet de prévoir un balayage en faveur du Bloc dans les cinq circonscriptions que compte la Mauricie. Y compris dans Saint-Maurice où le chef libéral, Jean Chretien, tente d'effectuer un retour. Selon le vice-président de CROP, Claude Gauthier, si la tendance observée se maintient, on peut déjà prévoir que Trois-Rivières, Champlain, Richelieu et Berthier-Montcalm basculeront également dans le camp de Lucien Bouchard.

Même prédiction au Saguenay-Lac-Saint-Jean où un sondage mené par Communicateur PS pour le compte du Progrès permet au journal d'affirmer qu'il n'y aura pas de vague en faveur du Bloc. Mais plutôt un raz-de-marée dans les quatre circonscriptions de cette région: Chicoutimi, Roberval, Jonquière et Lac-Saint-Jean. Rien de surprenant dans ces résultats au pays de Lucien Bouchard si ce n'est l'ampleur de la victoire qui se profile à l'horizon.

On note en effet qu'il y a dix jours, le pourcentage d'indécis et de personnes ayant refusé de répondre s'y établissait à 24,6 pour cent. Or, affirment les responsables du sondage, «même si on accorde tous les indécis au Parti conservateur — qui arrive en deuxième position — celui-ci reste loin derrière le Bloc dans les intentions de vote». Si, par contre, on les répartit selon la méthode habituelle, la popularité du Bloc grimpe alors à 62,3 pour cent face aux conservateurs à 17,4 et aux libéraux à 12,7.

Résultats assez semblables dans Matapédia-Matane où le Bloc semble également jouir d'une confortable avance malgré un taux élevé d'indécision. Selon un sondage commandé par L'Avant-Poste d'Amqui et L'Information de Mont-Joli à Bernier Communication Marketing, le parti de Lucien Bouchard y obtient 63,7 pour cent des intentions de vote — après répartition des indécis — con-

tre 20,2 aux libéraux et 13,5 aux conservateurs. Selon le journal local, ces chiffres «sont quasiment identiques à ceux livrés un peu plus tôt par une autre firme de sondage» de Rimouski.



Phil Edmonston

CHARLOTTETOWN II

■ L'ex-député néo-démocrate de Chamby, Phil Edmonston, s'est tenu étonnamment coi depuis le début de la campagne en cours. Ce qui ne l'empêche pas de se frotter les mains d'aise en pensant à ce qui va probablement arriver au Canada lundi prochain. L'arrivée à Ottawa de députés du Bloc et du Reform Party équivaudra, selon lui, à une deuxième secousse sismique pour le Canada. Un choc semblable à celui causé, l'an dernier, par l'échec du référendum sur l'accord de Charlottetown où il était dans le camp du Non.

Dans une entrevue à L'Oeil régional, de Chamby, ce dernier explique sa neutralité depuis quelques semaines par sa conviction que tous les aspirants à sa succession sont valables et qu'il estime qu'il serait indécent pour lui de «dire aux gens pour qui voter» maintenant qu'il n'est plus dans la course. Avouant une certaine préférence pour le porte-couleur du NPD, François Côté, il s'estime néanmoins incapable de recommander de voter pour ce parti. A son avis, tout l'établissement politique de ce pays «a besoin d'une autre bonne claque» et l'irruption à Ottawa de gens «indépendants des idéologies traditionnelles» va en être une. En somme, explique-t-il, on va retrouver face à face à la Chambre des Communes, les deux camps qui se sont affrontés au référendum.

AUJOURD'HUI

- Avec encore 6 jours à faire: Kim Campbell se concentre sur le sud de l'Ontario.
- Jean Chretien est au Manitoba et en Saskatchewan.
- Lucien Bouchard fait compagnie à Montréal.
- Audrey McLaughlin passe la journée à Toronto et s'envole ce soir pour Vancouver.

TEL. 482-0222

COME IN! ENTREZ!

MEMBERSHIP ADHESION

VOTING INFORMATION

RENSEIGNEMENTS ELECTORAUX

federal equality / égalité fédérale

«COME IN!» VIVE L'EQUALITY!

■ Don Donderi, de l'Equality Party, ne veut pas limiter au Québec sa lutte pour la défense des droits des anglophones. Il tente également de se faire élire à Ottawa dans Notre-Dame-de-Grace. Dans un louable souci de «respecter le principe du bilinguisme en vigueur sur la scène fédérale, il a donc placé le local de son comité, angle Monkland et Old Orchard, de panneaux qui ont fait sursauter bien des passants

francophones. Certains, qui ont même poussé l'audace jusqu'à demander que soient corrigées les fautes de français les plus flagrantes, se sont vertement fait répondre, en anglais, qu'il n'en est pas question. «De toute façon, avec la sorte de français qui se parle au Québec, ce n'est pas grave!» En somme, pour des «renseignements électoraux» on peut se fier au candidat du parti de l'«égalité fédérale» (c).

Chrétien se voit premier ministre et promet d'être «souple» avec le Québec

PHILIPPE DUBUISSON VANCOUVER

■ Sentant la victoire acquise, le chef libéral Jean Chrétien s'est présenté hier comme un chef de gouvernement qui doit dès maintenant s'engager à rassembler le pays et à cicatriser les plaies laissées par la campagne électorale.

«La campagne sera chose du passé dans sept jours, mais nous devons maintenant rassembler la nation et surmonter les divisions qui ont surgi», a-t-il déclaré dans un discours livré avec passion devant quelque 600 partisans réunis à Vancouver.

Toutefois, malgré la percée des forces régionales représentées par le Bloc québécois et le Reform Party qui témoigne de l'insatisfaction d'une bonne partie de la population envers le fonctionnement du fédéralisme et ses institutions, M.

Chrétien répète que «personne ne veut entendre parler de constitution».

Pour le chef libéral, les électeurs qui entendent délaissier les partis traditionnels veulent simplement protester contre les politiques économiques du gouvernement conservateur sortant. Et il ajoute que sa priorité sera la relance de l'économie et qu'il n'entend pas «faire de conférence constitutionnelle à la sauvette».

Tout au plus, il promet d'être «souple» pour répondre aux griefs des provinces, en «particulier du Québec», dit-il.

S'il se voit déjà dans le fauteuil de premier ministre, Jean Chrétien prend soin de souligner que la tâche qu'il l'attend ne sera pas une sinécure. «Dans sept jours, les mauvais souvenirs du gouvernement Mulroney seront oubliés. Mais la tâche de bâtir le pays ne fera que commencer», lance-t-il.

M. Chrétien a déjà indiqué quelles se-

ront ses priorités: mettre en oeuvre son projet d'investissement dans les travaux publics, annuler le contrat des hélicoptères et réviser la privatisation de l'aéroport Pearson. Mais en ce qui a trait aux autres politiques de son programme, il prend soin de se garder des portes de sorties.

Ainsi, une option de rechange à la TPS sera étudiée pendant deux ans et plusieurs politiques sociales de son programme, comme l'augmentation de 50 000 places de garderies par année, sont tributaires d'une croissance économique robuste. Même le projet d'investissement dans les travaux publics dépend de la capacité des provinces et des municipalités à en financer les deux tiers.

Le chef libéral a répété hier qu'il ne prendra pas excuse sur une situation financière plus difficile que prévue pour reléguer oubliettes ses promesses électorales. Mais il ne s'engage pas fermement

toutefois à réduire le déficit à 3 p. cent du PIB ou à environ 25 milliards d'ici trois. Cet objectif n'est qu'une cible que les libéraux tenteront d'atteindre.

Jean Chrétien a par ailleurs soutenu que la chancane qui a éclaté au sein de la famille conservatrice au cours des derniers jours signale la défaite des conservateurs. Il ajoute que l'offre de la leader conservatrice Kim Campbell de former une alliance avec les libéraux pour faire échec au Bloc et au Reform Party «est un aveu de défaite».

«C'est prématuré pour moi de parler d'alliances. On cherche à former un gouvernement majoritaire», a-t-il ajouté sans toutefois fermer la porte à une éventuelle collaboration avec les conservateurs.

Enfin, M. Chrétien a brièvement commenté le sondage CROP qui donne 57 p. cent des intentions de vote à son adversaire Claude Rompré du Bloc québécois dans son comté de Saint-Maurice contre

seulement 31 p. cent pour le chef libéral. Le sondage est basé sur 256 entrevues téléphoniques et comporte une marge d'erreur de 6 p. cent 19 fois sur 20.

«Je connais très bien mon comté et je connais très bien mon organisation. J'ai parlé à des gens ce matin. Ils ont fait du porte à porte partout et la réponse est excellente. Alors on verra lundi prochain. C'est la première fois qu'il y a des indications de cette nature-là, mais cela ne m'enrève pas du tout», a commenté M. Chrétien.

Le chef libéral a entrepris un véritable sprint au cours de cette dernière semaine de campagne pour tenter de remporter une majorité. Hier, il a fait des escalas à Yellowknife, capitale des Territoires du Nord-Ouest, puis à Vancouver et Victoria en Colombie-Britannique et enfin à Calgary et Edmonton en Alberta. A chaque fois, il invitait les électeurs à voter libéral pour avoir voix au chapitre au sein du prochain cabinet.

Libéraux et péquistes nez à nez dans les intentions de vote, selon un sondage CROP

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Libéraux et péquistes sont actuellement nez à nez dans les intentions de vote des Québécois. Avec Daniel Johnson à sa tête, le PLQ gagne quelques points supplémentaires dans la faveur publique mais probablement pas assez pour conserver le pouvoir aux libéraux.

C'est ce que révèle le plus récent sondage CROP-Express commandé par La Presse. Réalisée auprès de 1 006 personnes, par des entretiens téléphoniques, l'enquête a débuté au moment de l'annonce du désistement de Gérard Tremblay de la course au leadership et s'est poursuivie jusqu'au déclenchement officiel de la campagne de Daniel Johnson, soit du 7 au 13 octobre. Un tel sondage a une marge d'erreur de plus ou moins trois pour cent 19 fois sur 20.

Après répartition des 13 p. cent d'indécis, le PQ aurait récolté 48 p. cent des voix et le PLQ 47 p. cent si des élections avaient eu lieu la semaine dernière. Avec Daniel Johnson à leur tête les libéraux auraient obtenu 49 p. cent des intentions de vote contre 46 p. cent pour le PQ.

« Mais à cause de la concentration de vote libéraux à Montréal, le PLQ doit obtenir 5 à 6 points de plus que le PQ pour l'emporter, le sondage ne permet pas de conclure à une victoire libérale avec Daniel Johnson », d'évaluer Claude Gauthier de CROP.

Cette lecture diffère passablement de celle faite il y a trois semaines par Léger Léger qui prédisait que le PLQ l'emporterait contre le PQ avec M. Johnson comme chef.

Dans l'ensemble, l'enquête montre une rapide remontée du PLQ, les intentions de vote étaient de 51 p. cent au PQ contre 40 p. cent pour le PLQ au coup de sonde de la mi-septembre, une évaluation qui, selon les spécialistes du PQ, refléterait encore aujourd'hui la réalité. Pour M. Gauthier, il faudrait probablement voir dans cette hausse difficile à expliquer la conséquence de tous les reportages autour d'un parti en début de course au leadership.

Dans le sondage CROP, la mention de Daniel Johnson comme chef réduit de deux points le score du PQ, un vote rapatrié vers les libéraux. Chez les francophones toutefois, le parti de Jacques Parizeau l'emporte haut la main, avec 57 p. cent des voix. Avec Daniel Johnson à la tête des libéraux 55 p. cent des francophones appuient toujours le PQ contre 41 p. cent pour le PLQ.

SONDAGE CROP-EXPRESS

■ Pour son aptitude à succéder à Robert Bourassa, quelle serait votre évaluation* ?

	Total Québec	Franco-phones	Non franco-phones	PLQ	PQ	Notoriété %
Jean Charest	6,1	5,9	7,2	6,9	5,6	88
Yves Séguin	6,0	6,1	4,0	6,0	5,8	37
Daniel Johnson	5,6	5,4	6,5	6,6	4,9	91
Pierre-Marc Johnson	5,3	5,4	5,2	5,5	5,4	85
Gérald Tremblay	5,2	5,3	4,9	5,5	5,3	58
Claude Béland	4,7	4,8	3,0	4,2	5,2	38
Yvon Picotte	4,7	4,7	3,9	5,0	4,6	54

*0 étant la note la plus basse et 10 la note la plus élevée.

■ Parmi ces sept personnes, qui préféreriez-vous voir succéder à M. Bourassa à la direction du Parti libéral du Québec ?

	Total Québec	Franco-phones	Non franco-phones	PLQ	PQ	Notoriété %
	%	%	%	%	%	%
Jean Charest	26	24	36	32	27	14
Daniel Johnson	18	18	22	28	15	7
Pierre-Marc Johnson	10	11	8	10	13	3
Yves Séguin	8	10	0	7	10	8
Gérald Tremblay	7	8	2	7	8	3
Yvon Picotte	4	5	0	3	5	4
Claude Béland	3	4	1	2	6	3
Aucun	5	6	3	1	6	11
NSP/PR	17	14	28	11	9	49

Infographie La Presse

Pour M. Gauthier, le sondage permet de constater qu'en dépit des évaluations de plusieurs commentateurs, l'arrivée de M. Johnson sera plus positive que négative pour le PLQ.

La personnalité du vice-premier ministre fédéral Jean Charest paraît plus populaire que celle de M. Johnson. A la question sur le leader « ayant le plus de chances de l'emporter dans une élection contre Jacques Parizeau », 25 p. cent des répondants — dont 24 p. cent des francophones — ont répondu Jean Charest. A cette même question, 20 p. cent des personnes interrogées ont préféré Daniel Johnson — 19 p. cent chez les francophones. Pierre Marc Johnson a fait 8 p. cent, l'ancien ministre du Revenu Yves

Séguin 5 p. cent, Gérald Tremblay 4 p. cent, Claude Béland du Mouvement Desjardins 3%, et Yvon Picotte 2%.

Chez les électeurs libéraux 30 p. cent pensent que Jean Charest l'emporterait contre le PQ contre 27 p. cent pour Johnson. Un électeur péquiste sur quatre pense que Jean Charest battrait Jacques Parizeau, et un sur cinq pense que Daniel Johnson pourrait y parvenir.

Pour M. Gauthier, il faut toutefois prendre avec précaution la popularité d'un Jean Charest à une telle question. Au printemps dernier sa cote était bien plus forte. La faveur à Daniel Johnson a, elle, considérablement augmenté depuis le printemps.

La notoriété de M. Johnson s'établit clairement à une autre question où on demandait aux gens de donner une « note » de 0 à 10 à une liste de personnes. Lorsqu'un répondant ne connaissait pas l'une des personnes de la liste, il devait l'indiquer. A cette question il apparaît que Daniel Johnson est connu de 91 p. cent de la population, on lui donne en moyenne 5,6 sur 10 pour son « aptitude à succéder à Robert Bourassa ». Son frère, Pierre Marc est troisième au chapitre de la notoriété, connu de 85 p. cent des gens — il obtient 5,3.

Presque aussi connu que Daniel Johnson — 88 p. cent des gens le connaissent — Jean Charest est vu comme un successeur plus complétement avec un score de 6,1.

Le prochain gouvernement fédéral devra confirmer l'entente sur la main-d'oeuvre, dit Bourassa

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Un prochain gouvernement fédéral qui ne compléterait pas et ne ratifierait pas l'entente de principe intervenue entre Ottawa et Québec dans le dossier de la formation de la main-d'oeuvre, aurait à affronter et le gouvernement du Québec et ses partenaires sociaux.

Telle est la mise en garde lancée hier par le premier ministre Robert Bourassa à ceux qui formeront le gouvernement fédéral au lendemain du 25 octobre.

Même si, au train où vont les choses, les probabilités veulent qu'il incombe au successeur de M. Bourassa de ratifier cette entente pour le Québec, advenant le cas, le premier ministre a fortement insisté, en conférence de presse, à Québec, sur « un consensus profond au Québec vis-à-vis de la main-d'oeuvre ».

« Je ne vois pas pourquoi un nouveau gouvernement fédéral, s'il y en a un nouveau, voudrait affronter le gouvernement du Québec ou l'ensemble des partenaires sociaux du Québec, le crois qu'il est dans son intérêt de finaliser ou de compléter l'entente si elle n'est pas encore complétée », a-t-il souligné.

M. Bourassa a précisé cependant qu'il fallait attendre le résultat des élections « pour savoir avec quel gouvernement on pourra finaliser cette entente », à propos de laquelle il a dit : « J'espère qu'on fait des progrès... » Il faisait ainsi référence à des contacts faits par son gouvernement avec les fonctionnaires fédéraux intéressés au dossier, « de manière à pouvoir accélérer le travail, qui pourra se poursuivre après les élections ».

Une entente de principe en cette matière est intervenue entre le premier ministre Kim Campbell et M. Bourassa, en août. Mme Campbell avait plus tard confirmé la nature de cette entente dans une lettre où elle confirmait le principe de guichet unique. Toutefois, elle précisait que le gouvernement fédéral continuerait d'exercer des pouvoirs en formation de la main-d'oeuvre.

Bien que le premier ministre du Québec parle volontiers d'unanimité quant à ce dossier, la Société québécoise du développement de la main-d'oeuvre a déjà exprimé l'intention de désapprouver l'entente telle que connue, parce qu'elle n'éliminerait pas les chevauchements visés.

S'adressant à la presse à l'occasion des travaux préélectionnels du caucus de ses députés et ministres, M. Bourassa a insisté à nouveau sur le fait que pour lui la question économique demeurerait une priorité, de même que le réalignement de l'administration de l'État.

Il a assuré que diverses mesures de dégraissage de l'appareil gouvernemental, de la réduction du conseil des ministres à la privatisation d'entreprises d'État, seraient an-

noncées éventuellement. Il y a gros à parier, cependant, que ce soin sera laissé à son successeur, comme il l'a d'ailleurs laissé entendre : « Nous avons examiné différentes options pour le réalignement de l'État et on va annoncer des choses. J'ai bien dit, le 14 septembre, que j'avais une marge de manœuvre, mais que je devais laisser une marge de manœuvre à mon successeur. »

Robert Bourassa n'a pas voulu préciser quand il quitterait ses fonctions, jugeant prématurées les questions à cet égard.

Par exemple, advenant que le ministre Daniel Johnson soit le seul candidat à revendiquer sa succession, il est pour le moment impossible de savoir s'il deviendra premier ministre après son couronnement comme chef, le 15 décembre, ou s'il devra attendre jusqu'au 30 janvier, date à laquelle le congrès libéral a été fixé.

M. Bourassa s'en est pris à Jacques Parizeau, qui l'avait accusé d'annoncer son départ dans un bien mauvais moment. « Je pourrais souligner quelques exemples : M. Mulroney a annoncé sa démission en pleine session, le 24 février. C'avait été le cas également de M. Trudeau (...) Mais je pourrais répondre à M. Parizeau que lui-même a démissionné en pleine session, au mois de novembre, abandonnant son chef dans une période particulièrement difficile. Vous vous souvenez, quand il a démissionné comme ministre des Finances ! Il n'est pas des mieux placés pour nous faire des remontrances. »

Interrogé quant à son état de santé, le chef libéral a indiqué qu'il avait subi de nouveaux examens il y a environ deux semaines et que les résultats étaient identiques à ceux que révélait le bulletin de juillet : « Pleine santé, pleine activité, pas de changement. »

Pour ce qui est du menu législatif auquel il faut s'attendre, ce n'est un secret pour personne qu'il est plutôt mince. A ce propos, le chef du gouvernement a dit que les mêmes commentaires étaient exprimés à chaque session, mais qu'on arrive généralement en fin de session « avec beaucoup de projets de loi ».

Des projets de loi sont en effet attendus mais, comme l'a indiqué le leader du gouvernement Pierre Paradis, une demi-douzaine de ces projets — d'intérêt public — étaient restés en plan quand les travaux de la session de juin ont pris fin. Même chose en ce qui a trait à deux douzaines de projets de loi d'intérêt privé, dont certains ont toutefois un impact économique en région.

M. Paradis a mis en relief les projets de loi les plus attendus, le principal étant sans doute un projet présenté par le ministre de l'Agriculture, Yvon Picotte, qui veut modifier la loi sur la protection du territoire agricole, pour que des terres qui n'ont pas de potentiel agricole puissent être « dézonées » de manière à ne pas nuire au développement économique.

Picotte confirme: il ne sera pas de la course au leadership

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Le ministre de l'Agriculture, Yvon Picotte, n'entrera pas dans la course à la succession de Robert Bourassa. Sans modifications aux règles de la course au leadership libéral, M. Picotte reconnaît n'avoir aucune chance de l'emporter contre Daniel Johnson et a déclaré forfait, définitivement, hier après-midi.

Cette décision confirmée par communiqué n'étonnera personne, depuis plusieurs jours de nombreux libéraux prédisaient que le tonitruant ministre de l'Agriculture n'aurait pas jusqu'à exécuter son projet d'entrer en lice.

Dans une déclaration laconique, M. Picotte confirmait hier qu'il « ne sera pas candidat ». « J'ai pris cette décision à la lumière des derniers événements et afin de mettre fin immédiatement aux spéculations reliées à ma candidature possible » dira M. Picotte.

« Une course à deux serait pour lui un suicide politique » indiquait-on hier dans son entourage. M. Picotte songeait sérieusement à se mettre sur la ligne de départ au moment où tout le monde prévoyait une course Daniel Johnson — Gérald Tremblay, un duel où un troisième aspirant peut brouiller les cartes même si ses appuis sont réduits.

Le ministre de l'Agriculture est, dit-on, fort amer devant la

tournure récente des événements. Il était absent hier du caucus des députés libéraux destiné à préparer la rentrée parlementaire aujourd'hui. Une récente enquête CROP confirmait qu'il n'avait pas la faveur populaire derrière lui, ne récoltant que 4 p. cent des appuis dans la population contre 28 p. cent pour un Jean Charest ou 18 p. cent contre un Daniel Johnson.

Le ministre Picotte avait lancé un énorme pavé dans la mare il y a deux semaines en s'insurgeant contre l'exécutif du PLQ, « des dinosaures » qui avaient impunément laissé Daniel Johnson préparer sa campagne, avait-il accusé. M. Picotte réclamait que le parti opte pour l'élection au suffrage universel du prochain chef, afin de conserver des chances aux candidats potentiels qui n'avaient pas eu le temps de mettre sur pied des organisations dans les comités pour préparer le choix des délégués au congrès prévu pour le 30 janvier.

Or les libéraux n'avaient pas repris depuis 1982 cette idée du choix du chef par tous les membres. Une telle modification aux statuts du parti aurait nécessité plusieurs réunions des instances et aurait dû être approuvée par les deux tiers des participants à un congrès plénier du PLQ.

Or, malgré les appels nombreux de M. Picotte aux associations de comités, seulement une douzaine, sur 125, ont demandé à la permanence du PLQ, une réunion pour discuter du suffrage universel.

OFFERT POUR UN TEMPS LIMITÉ

CERTIFICAT DE PLACEMENT GARANTI

Il y a des choses qui sont conçues pour descendre...



...mais pas le CPG Privège^{mc*} de la Banque Royale.

4.50%**

Si les taux d'intérêt descendent, vous êtes à l'abri.

Le CPG Privège est un certificat de placement garanti d'un an, renouvelable au même taux l'an prochain. Cela vous protège si jamais les taux devaient descendre.

Si les taux montent, vous en profitez.

Si les taux d'intérêt devaient grimper l'an prochain, vous encaisserez votre CPG Privège et réinvestirez à un taux d'intérêt supérieur.

En somme, avec le CPG Privège, vous n'avez rien à perdre et tout à gagner.

Le CPG Privège est offert pour un temps limité et vous n'avez besoin que d'une mise de fonds de \$500. Renseignez-vous au plus tôt dans toute succursale de la Banque Royale ou appelez-nous.

Montréal: 987-8000
En province: 1 800 363-3967

BANQUE ROYALE

^{mc} Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. ^{*} Offert par la Société d'hypothèques de la Banque Royale du Canada.

^{**} Le taux d'intérêt indiqué, valable à la date du 18 octobre 1993, est annuel et peut être modifié sans préavis. Communiquez avec votre succursale de la Banque Royale pour connaître le taux courant. Le CPG Privège n'est offert qu'aux particuliers.

Les services bancaires les mieux pensés au pays

TOUTES CHOSES ÉGALES, TOUTES LES VOITURES NE SONT PAS ÉGALES.

L'ENGAGEMENT SATISFACTION NISSAN.
(À CONSIDÉRER LES FAITS, VOILÀ UNE CHOSE QUI PORTE BIEN SON NOM.)

CARACTÉRISTIQUE	NISSAN	HONDA	TOYOTA	MAZDA (Camions exclus)	FORD (Camions Mazda inclus)
Garantie de 3 ans, pare-chocs à pare-chocs	80 000 km	60 000 km	60 000 km	80 000 km	60 000 km
Garantie sur les principaux composants	6 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km
Garantie contre les perforations causées par la corrosion	6 ans/sans limite	5 ans/sans limite	5 ans/sans limite	5 ans/sans limite	6 ans/160 000 km
Garantie sur le dispositif antipollution	6 ans/100 000 km	5 ans/80 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/80 000 km	5 ans/80 000 km
Assistance-dépannage de 3 ans	STANDARD	EN OPTION	NON	NON	OUI*
Assistance téléphonique sans frais, 24 heures sur 24	STANDARD	EN OPTION	NON	NON	OUI*
Service de planification de voyages de 3 ans	STANDARD	EN OPTION	NON	NON	OUI*

D'après les informations disponibles en date du 30 septembre 1993 sur les garanties offertes par les concurrents.

* Non disponible sur les camions Mazda.



Un seul coup d'oeil au tableau et c'est clair.

La supposée égalité entre les voitures d'aujourd'hui démontre un sérieux penchant pour le propriétaire Nissan.

Ce qui nous amène à la question philosophique : quelle est l'inspiration de Nissan?

Préparez-vous à être flatté.

C'est vous, le client.

Vous pouvez regarder le tableau dans tous les sens. C'est plus profond que de simples chiffres alignés dans des cases.

En fait, le phénomène porte un nom. L'Engagement Satisfaction Nissan,** le programme de services aux propriétaires le plus complet en son genre sur une gamme entière de véhicules. Et c'est standard au même titre que les quatre pneus et la roue de secours.

Vous découvrirez par exemple que nos garanties proté-

gent ceux qui conduisent les voitures plutôt que ceux qui les fabriquent (plus de 160 concessionnaires à travers le Canada et plus de 1 000 aux États-Unis sont prêts à les endosser.)

Jour et nuit, 365 jours par année, le service d'Assistance-dépannage Nissan fournit son aide dès que vous le jugez nécessaire.

Composez le 1 800 387-0122 : nos conseillers du Centre de satisfaction Nissan sont au bout du fil.** Une équipe dédiée qui peut vous indiquer le concessionnaire Nissan le plus près, vous donner une précision sur votre garantie ou l'information sur un produit spécifique.

Et notre Service de planification de voyages peut même vous aider à trouver l'itinéraire le plus pittoresque entre Montréal et Vancouver.

En automne, bien sûr.

En conclusion : il y a des voitures. Et il y a des Nissan.

Et c'est clair qu'elles ne sont pas toutes égales.

1 800 387-0122



LE MOTEUR D'UNE GÉNÉRATION

Francophonie: Paris remporte la première manche de son bras de fer avec le Canada

Presse Canadienne
GRAND'BAIE, Maurice

La France a gagné une première manche contre le Canada dans la partie de bras de fer que se sont livrés les deux pays au cours du Sommet francophone qui s'est terminé hier dans la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Le représentant canadien, l'ambassadeur Benoît Bouchard, a même prévenu que le Canada ne laissera pas réduire le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), comme le souhaite la France.

Beaucoup de pays veulent que l'ACCT devienne un simple «opérateur» des affaires francophones.

Les francophones entendent se faire plus présents sur la scène mondiale

Agence France-Presse
PORT-LOUIS

Réunis pendant trois jours à l'île Maurice, 47 pays et communautés «ayant en commun l'usage du français» ont décidé de donner un nouveau souffle à la francophonie face au monde anglo-saxon mené par les États-Unis, à travers une coopération plus étroite et une participation plus grande dans les affaires du monde.

A quelques jours de l'ouverture du sommet du Commonwealth, auquel certains participants comme le Canada, Maurice ou les Seychelles, seront également présents, les francophones ont ainsi manifesté leur présence en prenant position sur le GATT, l'aide au développement et la défense du français dans les organisations internationales.

La présence à ce 5ème sommet du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, lui-même francophone, aux côtés du président français François Mitterrand et de plusieurs chefs d'État africains mais aussi roumain ou bulgare, a illustré ce souci de «vouloir se retrouver pour mieux agir ensemble», selon un diplomate.

Sur le plan concret, les francophones ont décidé «d'occuper le terrain» entre les sommets bien-naux — le prochain devant se tenir au Bénin en 1995 — en renforçant le rôle du Conseil permanent de la francophonie (CFP).

Le Premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth, chantre de la francophonie dans son pays et parti dès la fin du sommet pour Chypre, où se tiendra la conférence du Commonwealth, l'a bien souligné, en précisant que le CFP allait être «le porte-parole politique» du mouvement francophone.

Cette prééminence du politique sur le rôle technique de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACTT) dirigée par le Canadien Jean-Louis Roy a provoqué quelques grincements de dents entre la délégation du Canada et de la France. Mais les différends ont été par la suite aplanis, quand il a fallu se mobiliser pour obtenir l'adhésion unanime à la demande «d'exception culturelle» au sein du GATT chère à la France dans sa querelle avec les Américains.

Le Canada l'avait obtenue dans l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (NAFTA) et la France en a fait l'un de ses principaux objectifs au sommet de Maurice, placé sous le signe du couple indissoluble, selon les participants, de la démocratie et du développement.

Le ton a été ferme pour condamner les violences à Haiti et appeler tous les États à appliquer «strictement» les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais aucun pays francophone n'a été montré du doigt pour manquement au respect des droits de l'homme. Le Zaïre, que Belges et Canadiens auraient voulu isoler ou désigner, a tiré son épingle du jeu.

A l'instigation de nombreux dirigeants africains, selon des sources informées, le président Mitterrand s'est entretenu avec le maréchal Mobutu Sese Seko, qui était accompagné pour cette rencontre de ses pairs du Congo, du Rwanda et du Burundi, pour lui demander l'organisation d'élections libres sous supervision internationale.

«Nous voulons évoluer dans un espace tolérant et affirmer clairement notre pluralisme linguistique et culturel», a déclaré le premier ministre mauricien à la clôture du sommet qui, à partir de 1995, sera celui des pays et communautés «ayant le français en partage».

Par ailleurs, le prochain sommet de la francophonie aura lieu au Bénin en 1995, a annoncé lundi à Port-Louis (île Maurice) le premier ministre mauricien Sir Anerood Jugnauth en clôturant au cours d'une conférence de presse finale le 5ème sommet francophone.

Deux autres pays africains étaient en lice au départ, le Burkina Faso et le Cameroun, pour organiser le prochain sommet.

nes, c'est-à-dire un simple secrétariat, mais pour le Canada «elle ne le deviendra pas», a averti M. Bouchard en conférence de presse.

Le conflit a eu pour effet que le budget de l'Agence et celui des autres organismes reliés à la Francophonie n'ont pas, tel que prévu, été adoptés lors du Sommet.

On a plutôt convenu de créer un comité de réflexion composé de onze personnes, un «Comité de sages», qui fera rapport au Conseil permanent de la francophonie (CPF) en décembre prochain à Bamako, au Mali.

Une déclaration il y a trois jours du ministre français de la Culture, Jacques Toubon, au quotidien français *Le Monde*, a levé le voile sur le conflit qui oppose les deux pays les plus riches de la Francophonie, soit la France et le Canada.

M. Toubon accusait l'Agence d'avoir mal joué son rôle et blâmait l'actuel directeur de l'organisme, le québécois Jean-Louis Roy, d'être responsable de la situation.

En conséquence, les budgets des différents programmes gérés par l'Agence n'ont pas encore été approuvés par le Sommet, tout comme ceux des programmes des universités francophones qui sont regroupées dans l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Dans un langage très diplomatique, l'ambassadeur Bouchard a voulu amoindrir l'importance du

conflit: «Cela ne signifie pas un désaccord profond, mais un besoin d'approfondissement du dossier», a-t-il dit.

Mais l'ACCT a parfaitement rempli son rôle dans les relations multilatérales entre pays francophones et il n'est pas question de réduire ce rôle, selon la position défendue par le Canada.

Par contre, le premier ministre de Maurice, Anerood Jugnauth, a affirmé que c'est le Conseil permanent de la francophonie qui coordonnera les activités francophones, enlevant ainsi le rôle de coordination qui était réservé jusqu'à maintenant à l'ACCT.

Le Québec

Pour sa part, la délégation québécoise, dirigée par le vice-premier ministre Lise Bacon, a mis de l'avant deux dossiers importants.

En collaboration avec le bras international du mouvement Desjardins, le gouvernement du Québec a débloqué un million de dollars pour venir en aide aux caisses coopératives de crédit des pays de l'Afrique francophone.

La somme servira à faire bénéficier les caisses de crédit africaines de la technologie québécoise et à former des spécialistes.

De plus, le Québec met à la disposition des pays africains qui le voudront les experts québécois en matière d'organisation électorale et le service du Directeur des élections, Pierre-F. Côté.

Déjà, le Congo a accepté l'offre québécoise à ce sujet.

La Dame de fer égratigne Mulroney et Trudeau dans ses mémoires

Presse Canadienne
LONDRES

Le conservatisme de Brian Mulroney était un peu trop progressiste pour la Dame de fer, mais elle portait tout de même davantage d'estime à ce dernier qu'à ce «libéral gauchiste» de Pierre Trudeau.

Dans ses mémoires, *The Downing Street Years* — «Les Années Downing Street» —, parues hier en Grande-Bretagne, Margaret Thatcher donne une savoureuse évaluation des deux anciens premiers ministres du Canada qu'elle a rencontrés à titre de chef d'État.

Elle donne un aperçu de ses escarmouches avec MM. Trudeau et Mulroney lors de rencontres privées, de sommets du Commonwealth ou d'autres rencontres internationales dans les années 80.

«Brian Mulroney et moi allions devenir bons amis, malgré que nous ayons été deux politiciens très différents et que nous ayons eu des différends importants», écrit-elle, rappelant sa première rencontre avec M. Mulroney en 1983, lors d'une visite au Canada.

«Comme chef du Parti progressiste-conservateur, il donnait à mon avis une importance démesurée au premier adjectif.»

Mme Thatcher critique vive-



PHOTO REUTERS

L'ancien premier ministre Margaret Thatcher a autographié de nombreux exemplaires de son livre hier.

Elle rapporte avoir dit à Brian Mulroney, lors du sommet de Vancouver, que son idée d'un comité formé des ministres des Affaires extérieures des pays du Commonwealth qui serait chargé de superviser l'Afrique du Sud était une «perte de temps».

«Pour répliquer aux vives critiques des Canadiens envers la Grande-Bretagne, j'ai rendu publics des documents qui montraient que les importations canadiennes en provenance d'Afrique du Sud avaient augmenté», écrit-elle.

«C'était à mon avis un commentaire pertinent sur la sincérité des dirigeants des pays du Commonwealth. Pas seulement sur celle de M. Mulroney... mais tout le monde a semblé indigné de cette intrusion des faits dans la rhétorique diplomatique.»

De Pierre Elliott Trudeau, Mme Thatcher écrit qu'au début des années 80, ce dernier semblait plus enclin à discuter des questions touchant le Tiers-Monde, alors qu'elle-même tentait d'obtenir une plus grande collaboration du Canada au sein de l'OTAN.

Cet accent sur les relations nord-sud était, selon Mme Thatcher, «typique des socialistes, qui voulaient minimiser le contraste fondamental entre le capitalisme de l'Ouest et le communisme de l'Est».

L'offre prend fin le 2 novembre 93

TEMPO 3,9% TOPAZ

3,9% de taux de financement pour 48 mois*
sur toutes les Tempo et Topaz incluant l'ÉDITION MAX.



Chez vos concessionnaires Ford et Mercury du Québec

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS: CERTIFICAT RABAIS DE 750\$ VALABLE POUR TOUS LES MODÈLES NEUFS DE VOITURES ET DE CAMIONNETTES FORD ET MERCURY. VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR TOUS LES DÉTAILS.

ENCORE PLUS POUR VOUS!

*SUR APPROBATION DE CRÉDIT, LE TAUX DE FINANCEMENT EST DE 3,9% POUR UN TERME MAXIMAL DE 48 MOIS. EXEMPLE: POUR UN PRÊT DE 10 000 \$ À UN TAUX ANNUEL DE 3,9%, LES MENSUALITÉS S'ÉLEVANT À 225,34\$. CÔÛT DE L'EMPRUNT: 816,32\$. TOTAL À REMBOURSER: 10 816,32\$. OFFRE VALABLE POUR LES TEMPO ET TOPAZ 1994 NEUFS ET D'ANNÉES PRÉCÉDENTES. CETTE OFFRE NE PEUT ÊTRE COMBINÉE AVEC AUCUNE AUTRE OFFRE. UN ACOMPTÉ PEUT ÊTRE EXIGÉ. *CERTAINES EXCEPTIONS S'APPLIQUENT À LA GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC. VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR LES DÉTAILS.

